L'ACTUALITÉ - IWRM NEWS

- Les PNE en actions
 - **CWP** in action
- Les travaux du barrage de Taoussa engagés au Mali

Taoussa dam works start in Mali

DOSSIER - SPECIAL REPORT

Focus sur les plans GIRE au :

Zoom on IWRM Plans in:

- Burkina Faso



- Mali



- Sénégal / Senegal
- Bénin / Benin
- Cap Vert / Cape Verde
- Niger





EDITORIAL/ EDITOR'S WORD

3



L'ACTUALITÉ/ IWRM NEWS

4

- Réunion des organes du GWP-AO GWP-WA bodies' meetings
- Vers la fin du PAWD2 au Bénin PAWD2 is ending in Benin
- Les PNE en actions CWP in action

Breves / News in Brief

4

- Le GWP-AO rejoint SADIEAU / GWP-WA joins AWIS
- 12^e PNE en Guinée-Bissau / 12th CWP in Guinea-Bissau
- Les travaux du barrage de Taoussa engagés au Mali / Taoussa dam works start in Mali

DOSSIER / SPECIAL REPORT

10

Focus sur les plans GIRE / Zoom on IWRM Plans in :

- Burkina Faso
- Mali
- Sénégal/ Sénégal
- Bénin / Benin
- Cap Vert / Cape Verde
- Niger



Running Water

GWP/WA Secretariat

03 BP 7112 Ouagadougou Burkina Faso

Tél : (226) 50 36 62 12 - Fax : (226) 50 36 62 08 - E-mail : watac@fasonet.bf

www.gwpao.org

Directeur de la publication *Managing Editor*Hama Arba DIALLO

Rédacteur en chef *Editor in Chief* Sidi COULIBALY

Secrétaire de rédaction

Assistant Editor
S. C & STUDIO YIPIN CRÉATIONS

GWP-WA Secretariat : Dam MOGBANTÉ - Almoustapha M. MAÏGA - Agathe TRAORÉ - Sidi COULIBALY - Florence POUSSI - Anselme VODOUNHESSI

Ont collaboré à ce numéro / Collaborators :

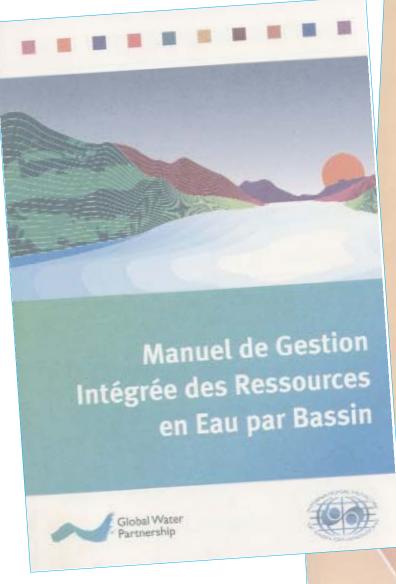
Mame Dagou DIOP, Ibrahima MBODJI, Bourama TRAORÉ, Armand HOUANYE, Aurore BIOKOU, Arnauld ADJAGODO, Albert TONOUHEWA, Antonio Pedro BORGES, Kabou KAMBOU/KADIO, Natacha JACQUIN, Denis DESILLE, Djibril BARRY (SP/PAGIRE), Aboubakar AWAISS, Lekan OYEBANDE, Ezechiel LONGE, Abdou HASSANE, Sidi COULIBALY, Francis BOUGAIRE

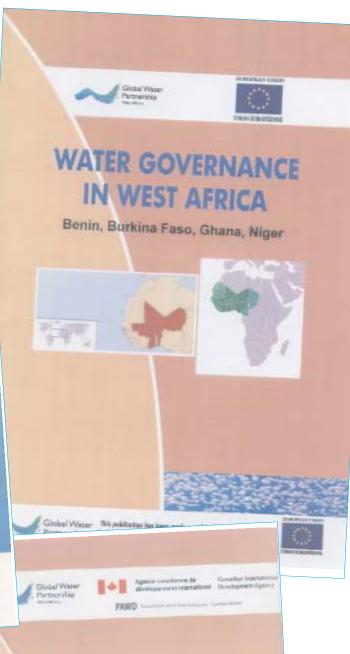
Crédit photos: GWP-WA, Sidi Coulibaly

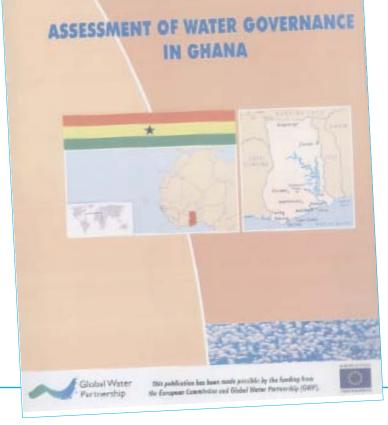
Edition / Publication: Studio Yipin Créations: 01 BP 4339 Quaga 01 - Tél: (226) 50 47 60 79 - BF

Ce numéro est imprimé avec le soutien financier de la Commission de l'Union Européenne This issue was printed with the financial support of the European Commission.

© Running Water est une publication du Partenariat Ouest Africain de l'Eau. La reproduction d'extraits à des fins non commerciales est autorisée sans formalité à condition de citer avec exactitude la source. / © Running Water is a publication of the West African Partnership. Reproduction for non-commercial purposes is authorized without formalities provided the source is fully acknowledged.







Travailler aujourd'hui pour demain

A la fin de cette année 2010, le Partenariat Ouest Africain de l'Eau (GWP-AO) aura mis en œuvre le Programme d'Appui à la Sécurité en Eau de l'Afrique de l'Ouest. Ce projet intitulé « La bonne gestion et le renforcement du partenariat entre acteurs, base de la sécurité en eau de l'Afrique de l'Ouest : une contribution à l'élimination de la pauvreté, l'amélioration du bien-être et la protection des ressources naturelles » est soutenu financièrement par la Commission de l'Union Européenne (UE) et l'Organisation du Partenariat Mondial de l'Eau (GWPO) depuis octobre 2007 pour un montant de 2,5 millions d'Euros dont 1,9 de l'UE et 0,6 par GWPO. A quelques mois de la fin de ce projet, il importe de relever notre satisfaction sur l'état de mise en œuvre actuel du programme et réitérer nos remerciements à nos partenaires dont le souci majeur est la promotion de la GIRE et la lutte contre la pauvreté dans la région Ouest africaine.

Le GWP-AO dont la mission est de promouvoir la bonne gouvernance des ressources en eau à travers le renforcement des capacités des acteurs et la formation d'alliances, apporte sa contribution dans le développement de la région. Au moment où le GWP a bouclé ses dix ans d'existence dans la région, cette réalité a été perçue par la CEDEAO qui, pour mieux intégrer les efforts du GWP dans sa stratégie régionale, a signé en juin 2007 un protocole d'entente avec le GWP Afrique de l'Ouest. Ce protocole renforce la collaboration qui existe depuis leur création entre l'Unité de Coordination des Ressources en

Eau, transformée en Centre (CCRE) et le Partenariat Ouest Africain de l'Eau (GWP-AO). Le GWP travaille avec les autres acteurs régionaux (CILSS, UEMOA, ABV, OMVS, ABN, etc.) pour un développement coordonné et durable de l'Afrique de l'Ouest. Ce numéro de Running Water essaie de mettre en exergue quelques efforts que mènent les pays dans le cadre de la promotion de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), une option chère à tous les Etats de la région et leurs partenaires. Il s'agit d'un exercice qui vise le partage d'expériences menées au Bénin, au Burkina, au Cap Vert, au Mali, au Niger et au Sénégal. En effet, avec l'engagement des pays de l'Afrique de l'Ouest à faire de la GIRE le mode de gestion privilégié à la Conférence de Ouagadougou en mars 1998, nos Etats ont pris des initiatives dans ce sens et fait d'énormes efforts. Ils ont aussi bénéficié de l'appui de partenaires au développement dont le Canada, les Pays-Bas, la Suède, l'Union Européenne et la Banque Africaine de Développement, qu'il convient de remercier ici et insister sur le fait que les défis pour la mise en œuvre des plans développés ou en cours de développement nécessitent une contribution et un engagement ferme des différents partenaires.

L'espoir est de pouvoir vous proposer dans les prochains numéros l'expérience des autres pays en matière de promotion de la gestion durable des ressources en eau. Nous invitons les partenaires à cet exercice à partager leurs propres expériences nationales à travers les colonnes de Running Water pour

meilleure information des acteurs.

La Conférence des Parties sur les Changements climatiques de Copenhague vient de mettre en exergue les défis pour



le monde, et les besoins d'adaptation au phénomène surtout pour les pays d'Afrique de l'Ouest qui sont parmi les plus vulnérables. Nous pensons qu'un message clair doit être lancé sur le fait que le secteur de l'eau est le principal point d'entrée où les conséquences vont se faire sentir. C'est pourquoi, le financement pour la gestion de l'eau est un financement de base pour l'adaptation.

Le GWP est résolument tourné vers l'avenir en axant ses efforts sur la mise en œuvre correcte des actions d'aujourd'hui dont les incidences positives contribueront à la stabilité régionale et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Tout en renouvelant mes remerciements à vous tous pour la qualité de la collaboration, nous profitons de l'occasion pour vous souhaiter de passer ensemble une excellente année 2010.

> Hama Arba DIALLO Président du GWP-AO

Working to build the future

By the end of this year 2010, Global Water Partnership West Africa (GWP-WA) will have implemented the Programme for the Improvement of Water Governance in West Africa (PIWAG). This project entitled "The good management and the strengthening of partnership between actors, basis for water security of West Africa: a contribution to the elimination of poverty, improvement of welfare and the protection of natural resources" is financially supported by the European Union Commission (EU) and the Global Water Partnership Organisation (GWPO) since October 2007 for a total amount of Euros 2.5 million with 1.9 from EU and 0.6 from GWPO. With some months left before the end of this project, we would like to express our satisfaction on the actual implementation of this programme and extend our thanks to all our partners who are fighting for the promotion of IWRM and against poverty in the West African region.

GWP-WA, whose mission is to promote good governance of water resources through the capacity and alliances building of actors, is bringing its contribution to the development of the region. GWP has covered ten years of presence and action in the region and ECOWAS has perceived this reality and in order to better integrate GWP's efforts in its regional strategy has signed a Memorandum of Understand in June 2007. This MOU

strengthens the collaboration that exists since the establishment of Water Resources Coordinating Unit that shifted to a Centre (WRCC) and Global Water Partnership West Africa (GWP-WA). GWP is working together with other regional actors (CILSS, WAEMU, VBA, OMVS, NBA, etc.) for a coordinated and sustainable development of West Africa. This issue of Running Water tries to highlight some efforts of the countries in the framework of the promotion of the Integrated Water Resources Management (IWRM), an option chosen by countries of the region and their partners. This is an exercise which aims at sharing experiences done in Benin, Burkina, Cape Verde, Mali, Niger and Senegal. Since the commitment of West African countries to bring IWRM to a privileged management option during the Ouagadougou Conference in March 1998, our countries have taken some initiatives and made efforts to comply with that. They have benefitted from the support of development partners like Canada, The Netherlands, Sweden, the European Union and the African Development Bank to whom thanks should be extended and insist on the fact that the challenges for the implementation of the plans already developed or being developed require a contribution and a firm commitment of various partners.

We hope to be able to propose for the next

issues, experiences from other countries on the promotion of the sustainable management of water resources. We invite partners to share their national experiences through Running Water for better information of

The Copenhagen Conference of Parties on Climate Change has highlighted the global challenges and the needs for adaptation to the phenomenon mostly for West African countries that are among the most vulnerable. We think that a clear message needs to be delivered on the fact that the water sector is the main entry point where the consequences will be felt. That is why the financing for water management is a core funding for adaptation.

GWP is undeniably turned towards the future focusing its efforts on the concrete implementation of today's actions whose positive impacts will contribute to regional stability and the improvement of the living conditions of the populations.

I extend my thanks to you all for a good collaboration and I would like to seize this opportunity to wish you a happy year 2010.

> Hama Arba DIALLO Chair GWP-WA

Réunions des organes du GWP-AO

e Comité Technique (TEC) du Global Water Partnership/Afrique de l'Ouest (GWP/AO) s'est réuni les 21 et 22 octobre 2009, à Abuja, Nigéria. Cette rencontre co-présidée par le Président du TEC, Pr. Lekan OYEBANDE, et le Secrétaire Exécutif du GWP/AO, M. Dam MOGBANTE, était la deuxième réunion ordinaire, au titre de l'année 2009.

Elle a permis de passer en revue les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PIWAG et le recadrage des activités pour l'année 3 en relation avec les interventions du TEC dans leur mise en œuvre. Les membres du TEC ont pu mener un débat sur les questions brulantes dans le secteur et sur le rôle du TEC (question Genre & GIRE et positionnement du GWP/AO); les diverses questions académiques non encore abordées dans le secteur et stratégie TEC face à ce défis; l'opérationnalisation des Toolbox; les publications scientifiques sur les travaux du TEC.

La prochaine réunion du TEC devrait se tenir à Lomé au Togo.

Le Comité de Pilotage s'était

réuni un peu plus tôt les 07 et 08 août 2009 à Banjul, en Gambie. La rencontre s'est tenue sous le parrainage du Ministre de la Pêche, de l'Hydraulique, Chargé des Affaires avec l'Assemblée Nationale de Gambie, représenté par Dr Momodou Musa JALLOW, Secrétaire Général Adjoint du Ministère.

Dans son allocution le Président du GWP/AO M. Hama Arba DIALLO a remercié, au nom des membres du comité de Pilotage du GWP/AO, les autorités politiques et administratives de la Gambie pour avoir permis cette rencontre. Il a relevé l'importance de la réunion comme étant une manifestation concrète du bon fonctionnement des organes du GWP/AO, et significative, dans la mesure où la Gambie a entamé le processus de développement de son Plan national GIRE et de mise en place de son Partenariat National de l'Eau (PNE). Il a remercié la Commission de l'Union Européenne et le GWPO pour leur appui financier au GWP/AO dans le cadre du PIWAG.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Général Adjoint du Ministère de la Pêche, de l'Hydraulique, Chargé des Affaires avec l'Assemblée Nationale de

Breves / News in Brief

Visite du GWPO en Afrique de l'ouest

Une mission du GWPO composée de Mme Aurélie VITRY, Chargée du Réseau pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et Mme Catharina Sahlin-Tegnander, Chef du département finances a visité GWP/AO et son institution hôte, le CREPA du 12 au 18 janvier 2010. Avec le département des finances du CREPA et le Secrétariat Exécutif du GWP-AO, la mission a travaillé à élucider et à répondre à toutes les questions importantes relatives aux rapports financiers des divers programmes que le GWP/AO est en train de mettre en œuvre.

Visiting GWP WA and host

A GWPO mission composed of Aurelie VITRY, Network officer and Catharina Sahlin-Tegnander, head of Finance visited GWP WA and the host institution CREPA from 12 to 18 January 2010. With the finance department of CREPA and the GWP /WA Executive Secretariat, they worked to clarify and fix all outstanding issues in the financial reports of the various programmes that GWP WA is implementing.

Mali

Le président de la République, Amadou Toumani Touré a procédé au lancement des travaux de construction du barrage de Taoussa en début janvier 2010. Ces travaux qui coûteront 130 milliards de Fcfa, (environ 198 millions d'Euro) s'étendront sur 6 ans et concernent la construction du barrage et ses ouvrages annexes. Ce barrage devra permettre l'aménagement de 139 000 ha, et la production de 25 mégawatts, soit 87 % de la demande locale en énergie.La petite localité de Taoussa est située à une quarantaine de kilomètres de Bourem en amont du Niger.

La Banque Islamique de Développement apporte son soutien financier à ce projet.

Mali

The Head of State, Amadou Toumani Touré officially launched the construction works of the Taoussa Dam early January 2010. These works will cost Fcfa 130 Billion, (about Eur.198 million) over 6 years and cover the construction of the Dam and its annexes. This dam will allow the development of about 139 000 ha, the production of 25 megawatts of electricity, i.e. 87 % of the local needs in energy Taoussa is located at about 40 km from Bourem upstream of Niger River. The Islamic Development Bank is bringing financial support to this project.

Meetings of the organs of GWP-WA

he technical committee (TEC) of Global Water Partnership West Africa (GWP/WA) held a meeting on 21st and 22nd October 2009 in Abuja, Nigeria. The meeting was co-chaired by the TEC Chair, Pr. Lekan OYEBANDE, and the GWP/WA Executive Secretary, M. Dam MOGBANTE. This was the second ordinary meeting of the year 2009.

During the meeting, the achievements in relation with the implementation of the PIWAG

were assessed and the activities of year 3 in terms of the TEC interventions were redefined. The TEC members discussed the water related hot issues and the role of TEC (Gender mainstreaming and GWP/WA position); the remaining academic issues in the area and strategies of the TEC in relation with the challenges; the implementation of the toolbox modules; scientific publications on TEC activities. The next TEC meeting should be in Lomé (Togo).



Gambie, a exprimé l'appréciation du Gouvernement et du peuple de la Gambie, pour le choix porté sur leur pays pour tenir cette réunion. Il a souligné que la Gambie a élaboré et adopté la Feuille de route pour l'élaboration du PAGIRE.

Les membres du Comité de Pilotage ont adopté les différents rapports liés à la mise en œuvre du PIWAG, félicité le Secrétariat Exécutif et donné les orientations nécessaires pour la mise en œuvre du programme notamment le remplacement de M. Francis Bougairé, membre du TEC desormais en poste à la BAD par Dr Aly Badara PLEAH, du Mali. La prochaine réunion se tiendra à Abuja au Nigeria.

Secrétariat du Le Afrique de l'Ouest a effectué une retraite du 21 au 26 janvier 2010 à Ouahigouya (180km de Ouagadougou) pour faire le bilan sur la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Sécurité en Eau de l'Afrique de l'Ouest (PIWAG), financé par l'Union Européenne et GWPO. Les activités ont été examinées ainsi que leurs résultats. Les activités qui n'ont pas encore été réalisées ont été recadrées pour prendre en compte l'évolution du temps étant donné que le programme a été élaboré depuis 2004. La retraite a permis un exercice qui va permettre d'améliorer la communication interne et



The steering committee held a meeting, earlier on 7th and 8th August 2009 in Banjul (Gambia). The meeting was under the patronage of the Minister of Fishery, Hydraulic, and National Assembly Affairs of The Gambia, represented by Dr Momodou Musa JALLOW, Deputy Secretary General of the Ministry.

MR. Hama Arba DIALLO, Chairman of the GWP/WA, in his speech, thanked, on behalf of GWP/WA steering Committee members, the authorities of the Gambia for allowing this meeting to take place. For him, the meeting is a testimony that GWP/WA organs are functioning well, since Gambia started the development process of its IWRM plan and establishing the Country Water Partnership (CWP). He also thanked the European Union Commission and GWPO for their financial support to the PIWAG

In his opening speech, the Deputy Secretary General of the Ministry of Fishery, Hydraulic, and National Assembly Affairs of Gambia, expressed the appreciation of the Government and the People of Gambia for choosing their country to host this meeting. He said that the Gambia developed and adopted the road map for the development of the IWRM plan.

The members of the steering committee adopt-

ed the various reports on the implementation of the PIWAG, congratulated the Executive Secretariat and gave appropriate directions for the implementation of the programme mainly replacing Mr. Francis Bougairé, a TEC member, who left for AfDB by Dr Aly Badara PLEAH, from Mali. The next meeting will be held in Abuja (Nigeria).

GWP West Africa Secretariat had a week long retreat from 21 to 26 January 2010 in Ouahigouya (180km from Ouagadougou) to take stock of a year gone in the implementation of the Programme for the Improvement of Water Governance in West Africa (PIWAG), a programme funded by the European Union and GWPO. The activities were examined and outcomes drawn from the activities that were achieved. The remaining activities were reframed to take into account the evolving time span since the programme was defined since 2004. An interesting exercise was done during this retreat to improve internal communication and staff reliance on the GWP structure. The results of the exercise will serve to improve the management of the staff and the collaboration between GWP WA secretariat and the Host Institution, CREPA.

Each staff made his/her own personal evalua-

Breves / News in Brief

Formation de partenariats



Le GWP Afrique de l'Ouest a pris part à un atelier à Mbodiène (Sénégal) du 15 au 18 janvier 2010, organisé dans le cadre du Système d'information et de documentation sur l'eau en Afrique (SADIEau), projet qui entame sa phase d'extension. SADIEau est un réseau panafricain de partage de l'information entre les organisations du secteur de l'eau à travers principalement un portail Internet. La phase pilote a été réalisée avec succès et la phase de pré-extension va associer une demi-douzaine d'institutions dont le GWP Afrique de l'Ouest. L'idée est basée sur l'hypothèse selon laquelle toutes les organisations présentes dans le projet disposent d'informations et sont prêtes à les partager avec les autres à travers ce portail.

Accès au portail:

En Français: http://www.sadieau.org/ En Anglais: http://www.african-wis.org/.

Building Partnerships

GWP West Africa took part in Mbodiène (Senegal) in a workshop organized by the African Water Information System (AWIS) project that is starting its extension phase. AWIS is a Panafrican information sharing network among water sector organizations through mainly an internet portal. A pilot phase was successfully conducted and the pre extension phase will associate a half dozen more institutions including GWP West Africa. The idea is based on the assumption that all organizations taking part in the project have some information and they are ready to make available to others through the portal.

The portal can be accessed at: In French: http://www.sadieau.org/ In English at: http://www.african-wis.org/.

IWRM NEWS

renforcer la confiance du personnel en la structure du GWP. Tout cela va contribuer à une meilleure gestion du personnel et renforcer la collaboration entre le secrétariat du GWP/AO et son institution hôte, le CREPA. Chaque membre du personnel a procédé à une évaluation personnelle et le rôle et place des différents organes ont été rappelés non seulement au personnel du GWP mais aussi au responsable des ressources humaines du CREPA et au chef de la section des finances. Le secrétaire Exécutif, M. Dam MOG-BANTE en a profité pour exprimer sa satisfaction aux membres du Secrétariat pour le travail accompli et profite leur rappeler les défis à surmonter afin de conduire le programme vers une fin heureuse. Le PIWAG a connu quelques difficultés depuis son démarrage en octobre 2007, en raison de la démission des deux premiers Chargés de Programme en moins de deux ans.

Des progrès ont été réalisés et le souhait du Secrétariat, du président et du Comité de pilotage ainsi que le TEC régional est de mener ce programme à bon port.

Entre autres résultats du PIWAG on peut citer :

- Le suivi des réformes institutionnelles dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest: le Mali, le Bénin, le Nigeria, le Togo;
- L'assistance dans le processus de levée de fonds pour la mise en œuvre du plan GIRE au Mali avec l'appui à l'organisation de la Table ronde des bail-

leurs.

- La participation des PNE dans la planification et/ou dans la mise en œuvre de la GIRE .dans les pays comme le Sénégal, le Mali, le Bénin, le Cap-Vert, le Togo, la Côte-d'Ivoire
- La publication et la diffusion des résultats d'études sur la gouvernance de l'eau, la planification et la mise en œuvre de la GIRE en Afrique de l'Ouest
 L'organisation de plusieurs sessions
- L'organisation de plusieurs sessions de formation sur la GIRE, le Genre, l'Eau souterraine, le toolbox du GWP, etc.
- L'établissement d'alliances stratégiques avec les médias de la région à travers la création et l'animation d'un réseau de journalistes, avec les Organismes de bassins (OMVS, ABN, etc.), les institutions régionales comme la CEDEAO/CCRE, l'UEMOA, le CILSS, le CREPA, l'AAE et les organisations internationales comme l'UICN ainsi que les structures gouvernementales de pays de la région.

Le PIWAG s'achève en septembre 2010 beaucoup d'activités sont planifiées et devraient être réalisées par le Secrétariat Exécutif avec les différents PNE dans les pays concernés.

tion and the role and place of the various organs reminded to both the GWP Staff but also CREPA Human resources chief and the head of finance department.

This was a good opportunity for the Executive Secretary Mr Dam MOGBANTE to express his satisfaction to the Secretariat members for the work done and remind them on the challenges to overcome for a smooth ending of the programme. PIWAG has known some difficulties since it started in October 2007 because of the departure of the first two Programme officers in less than two years. Things are moving and the hope of the entire Secretariat, the Chair and the Steering Committee as well as the RTEC is to bring this programme to a happy ending.

Among other results of the PIWAG, we can cite inter alia:

the follow up of the institutional reforms in many West African countries: Mali, Benin, Nigeria, Togo;

The support to the fund raising process for the implementation of the IWRM plan in Mali through the organisation of the Donors' Roundtable.

The involvement of CWP in the planning and/or in the implementation of IWRM in countries like Senegal, Mali, Benin, Cape

Verde, Togo, Cote d'Ivoire

The publication and dissemination of results of studies on water governance, IWRM planning and implementation in West Africa

Many training sessions on IWRM, Gender, Ground water, the GWP Toolbox, etc.

The establishment of strategic alliances with the media organizations of the region through the creation and animation of a network of journalists, with RBOs (OMVS, NBA, etc.), regional institutions such as ECOWAS/WRCU, WAEMU, CILSS, CREPA, AfWA and international organizations like IUCN and governments of the region.

PIWAG is due to end in September 2010 and many activities are planned before that end and should be carried out by the Executive Secretariat with various CWP in interested countries.

BREVES / NEWS IN BRIEF

PARTENARIATS NATIONAUX DE L'EAU EN ACTION

> Guinée Bissau

Douze Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE), c'est ce que compte l'Afrique de l'Ouest avec la mise en place en Guinée Bissau le 2 décembre 2009 de son partenariat national de l'eau. L'Assemblée Constitutive s'est tenue à Bissau et était présidée par Son Excellence M. António Óscar Barbosa, Ministre de l'Energie et des Ressources naturelles, en présence de M. Octavio Alves, représentant du Président de la Guinée Bissau, M. N'Dri Koffi, Président du PNE de la Côte d'Ivoire et membre du Comité de pilotage de GWP-AO, et M. Anselme Vodounhessi Chargé de Programme du GWP-AO.

Le PNE de la Guinée Bissau est déjà impliquée dans le processus d'élaboration du Plan GIRE qui est en cours dans le pays, grâce au projet mis en œuvre par DHI Water and environment/UNEP en collaboration avec le CCRE et le GWP-AO depuis fin 2008. M. Octavio Avelina, a été élu Président du PNE Guinée Bissau et M. Dos Santos Bernadino secrétaire exécutif par intérim.

COUNTRY WATER PARTNERSHIPS IN ACTION

> Guinea Bissau

A new Country water Partnership (CWP) was established in Guinea Bissau on December 2nd 2009. With Guinea Bissau, twelve West African countries out of the sixteen have a CWP. The Constitutional Assembly was held in Bissau and presided by His Excellency António Óscar Barbosa the Minister of Energy and Natural resources, with the presence of Mr Octavio Alves, the representative of the President of Guinea Bissau, Mr N'Dri Koffi, the Chairman of Côte d'Ivoire CWP and member of GWP WA Steering Committee, and Mr Anselme Vodounhessi the Programme officer of GWP WA.

Guinea Bissau CWP is already involved in the IWRM planning process that is ongoing in the country through a project implemented by DHI Water and environment/UNEP in partnership with WRCC and GWP-WA since end 2008. Mr. Avelina Semedo Djaló was elected Chairman of Guinea Bissau CWP and Mr. Dos Santos Bernadino as acting Executive Secretary.

Vers la fin du PAWD2

e Groupe de Référence (GR) du GWP s'est rendu au Bénin les 08 et 09 octobre 2009. Le GR, composé du prof Yang, Membre du GWP TEC, Jean Boroto, personne ressource en plus du Gestionnaire de programme à GWPO et des membres du TEC du GWP de l'Afrique de l'Ouest et du secrétariat, a participé à une rencontre de deux jours avec l'équipe en charge du développement du plan GIRE du Bénin. Des débats fructueux et enrichissants ont été menés avec des conseils et orientations du GR adressés à l'équipe du Bénin.

En vue d'élaborer le Plan GIRE, le Bénin a mis en place une équipe dont la composition prend en compte presque tous les secteurs utilisateurs d'eau dans le pays. Le GR a recommandé entre autres que le Plan soit composé de deux volumes plus un sommaire au lieu d'un seul document volumineux comme celui proposé par l'équipe d'élaboration. "Le Plan GIRE doit répondre à une priorité de développement et ne pas être qu'un plan pour l'eau afin de contribuer aux objectifs de développement du pays. Il doit faire partie intégrante du plan de développement", a indiqué M. Alex Simalabwi, Coordonateur de programme à GWPO.

Le processus de développement du plan GIRE a été participatif. De nombreuses consultations avec les usagers de l'eau et les acteurs du secteur de l'eau ont eu lieu partout dans le pays en plus de plusieurs études thématiques. L'appui



PAWD 2 towards ending

The GWP reference Group (RG) visited Benin on 08 and 09 October 2009. The RG composed of Prof. Yang, GWP TEC Member, Jean Boroto, resource person in addition to the programme manager at GWPO and members of GWP West Africa RTEC and secretariat took part in a two days meeting with the Benin IWRM Plan development team. Very interesting and enriching debates were conducted with guidance and viewpoints from the RG to the Benin team.

To draft the IWRM Plan Benin has set up an important team composed of various members taking into account the linkages with almost all water user sectors in the country. Among important recommendations made by the RG is to have two volumes for the Plan and a summary document instead of a single big document as proposed by the drafting team. "The IWRM Plan needs to address a development priority and not be just a water plan in order to help the development goals of the country. It must be part and parcel of the development planning", pointed out Mr. Alex Simalabwi, programme Coordinator at GWPO.

Benin has gone through a broad participatory process for the development of its IWRM plan. Many consultations with water users and water sector actors were carried out all over the countries and also many thematic studies. The process is coming to an end by December 2009 and the RG "came in at a critical moment", said Prof. Afouda, Chair of Benin CWP. That's why the visit was well appreciated both by the deputy Director of water and the Benin Country Water Partnership chair in their welcome notes.

The RG with the Benin CWP team were received for a courtesy visit on 08 October afternoon by the Benin Minister of Water and Energy, Mr Sacca LAFIA. The Minister said that he was ready with his team to accompany and are bringing necessary support to the IWRM planning process and to the Benin Country Water Partnership. "Feel free to contact me anytime for anything you want", said honorable LAFIA while distributing his visit card to the delegation. He spoke of the efforts Benin is doing to meet her population needs in water to alleviate poverty. Speaking on behalf

Breves / News in Brief

> Nigeria

Le Partenariat national de l'Eau du Nigeria a un nouveau président désigné lors de la dernière Assemblée des Partenaires du PNE, tenu en début décembre 2009 à Abuja. M. Hassan Bdliya, c'est son nom, est un Ingénieur des travaux publics et travaille avec le GWP depuis quelques années. Il est bien connu dans le pays et a amené le PNE à élaborer un plan de travail annuel sur la GIRE qui sera soumis à la Commission nationale pour financement de quelques activités.

Le PNE Nigeria a été enregistré en tant qu'ONG avec un comité de pilotage composé de: l'Ambassadeur Bunu Sherif Musa (Président), ancien Ministre des ressources en eau et actuellement président de Komadugu Yobe Basin Trust Fund; Alhadji Muktar Shehu Shagari, ancien Ministre des resources en eau et gouverneur adjoint de Sokoto State; l'Ingénieur Mme Ebele Okeke, ancien secrétaire permanent du Ministère fédéral en charge de l'eau et ancien Chef de service de la République Fédérale du Nigeria; l'Ingénieur Înuwa K. Musa, Directeur Exécutif de la Commission Nationale de la GIRE; Professeur Lekan Oyebande, Président du TEC du GWP/AO; Prof Joseph Goldace-Irokalibe, professeur de droit National et International de l'eau.

> Nigeria

A new chair for Nigeria Country Water Partnership was designated during the last Assembly of Partners of the CWP held early December in Abuja. Mr Hassan Bdliya is a Civil Engineer and has been working with GWP since some years. He is well known in the country and has led the CWP to develop an annual work plan that will be submitted to the National Commission on IWRM for funding of some activities. GWP/N has been registered as an NGO with the following persons as steering committee members: Ambassador Bunu Sherif Musa (Chairman), former Minister of Water Resources and current Chairman of Komadugu Yobe Basin Trust Fund; Alh Muktar Shehu Shagari, former Minister of Water Resources and Deputy Governor of Sokoto State; Engr (Ms) Ebele Okeke, Former Permanent Secretary of FMAWR and former Head of Service of the Federal Republic of Nigeria; Engr Inuwa K. Musa, Fmr Executive Director of Nigeria IWRM Commission; Prof Lekan Oyebande, Chair of GWP West Africa RTEC; Prof Joseph Goldace-Irokalibe, professor of National and International Water Law.

IWRM NEWS

du PAWD au processus devait prendre fin en décembre 2009 et le GR "est arrivé à un moment critique", a dit le professeur Afouda, président du PNE- Bénin. C'est pourquoi, la visite a été bien appréciée à la fois par le directeur adjoint de l'eau et le président du Partenariat National de l'Eau du Bénin dans leurs mots de bienvenue

Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie du Bénin, M. Sacca LAFIA, a accepté de recevoir le GR avec l'équipe du PNE- Bénin pour une visite de courtoisie le 08 octobre dans l'après-midi. Il a affirmé qu'il était prêt avec son équipe à accompagner et à apporter le soutien nécessaire au processus de planification de la GIRE ainsi qu'au Partenariat National de l'Eau (PNE) du Bénin. "N'hésitez pas à me contacter à tout moment pour tout ce que vous voudrez", a déclaré Son Excellence M. LAFIA en distribuant sa carte de visite à la délégation. Il a relevé les efforts que fait le Bénin pour satisfaire les besoins en eau de sa population afin de réduire la pauvreté. Le professeur Yang, au nom du GR, a dit qu'il a été impressionné par les efforts fournis par le pays ces derniers mois avec l'adoption par le Parlement de la politique de l'eau qui sera suivi très bientôt de la loi sur l'eau.

Une visite de courtoisie à l'Ambassade de la Hollande a eu lieu le 09 octobre suivie d'une rencontre organisée avec la Direction Générale de l'eau et les principaux bailleurs du secteur de l'eau au Bénin. Il est ressorti de ces réunions que les bailleurs attendent impatiemment l'élaboration du document de Plan GIRE et l'adoption de la loi sur l'eau qui est toujours au Parlement afin de disposer d'un cadre juridique pour l'action.

Dans sa remarque, le membre du GR Jean BOROTO "a constaté que les bailleurs sont très impliqués dans le secteur de l'eau au Bénin".

Le processus de développement du plan GIRE du Bénin a commencé en 2005 avec l'aide de différents bailleurs dont Les Pays Bas à travers l'initiative du GWP du Programme pour le Développement de l'eau en l'Afrique (PAWD) qui soutient le processus de développement des plans GIRE dans six pays Africains. Le Groupe de Référence du GWP a été mis en place afin d'apporter une assistance technique aux pays dans le cadre du PAWD.

of the RG, prof. Yang said that he was impressed by the efforts in the country during these last months with the adoption by the Parliament of the water policy and very soon of the water law.

A courtesy visit to the Dutch Embassy was organized on 09 October as well as a meeting with the Directorate of water resources and main donors of the water sector in Benin. It came out from these meetings that donors are all eager to see the IWRM Plan document developed and the Water law still at the parliament adopted in order to have a legal framework for water action.

In his remark, the RG member Jean Boroto "noticed that donors are seriously involved in the water sector in Benin".

The Benin IWRM plan development process started in 2005 with support from various donors including the Dutch through GWP's initiative of the Programme for Africa's Water Development (PAWD) that is supporting IWRM plans development in six African countries. GWP Reference Group was set up to bring technical advisory support to PAWD countries.

PARTENARIATS NATIONAUX DE L'EAU EN ACTION

> Mali

Le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Mali a organisé en collaboration avec la Direction Nationale de l'Hydraulique du Mali le 19 novembre 2009, un atelier national d'information et de sensibilisation des décideurs politiques pour une meilleure prise en compte des Changements Climatiques dans la mise en œuvre du Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE). Financé par la Coopération Suisse avec le soutien technique du GWP, la rencontre était placée sous le patronage du Ministre de l'Energie et de l'Eau. Cet atelier de haut niveau qui a regroupé des décideurs politiques et représentants de la société civile avait pour objectif principal de valider les recommandations issues de l'atelier technique tenu les 16 et 17 novembre en vue de créer une synergie dans la mise en œuvre des actions du PAGIRE et du Plan d'Action National d'Adaptation aux Changements climatiques (PANA). Ces deux documents cadres ont tous été adoptés par le gouvernement du Mali pour contribuer au développement durable du pays.

Les deux ateliers ont abouti globalement à :

- la rédaction et l'adoption d'une dizaine de recommandations pour le renforcement de la collaboration entre le PANA et le PAGIRE;
- la production d'un film de 10mn qui présente la situation des effets des changements climatiques sur les ressources en eau au Mali ;
- présenter la gestion des ressources en eau comme un élément essentiel pour l'adaptation aux changements climatiques et la nécessité d'agir urgemment ;
- établir les synergies nécessaires à avoir entre les équipes de mise en œuvre du PAGIRE et du PANA ;
- attirer l'attention des autorités compétentes sur la nécessité d'allouer des fonds et/ou soutenir les actions de levées de fonds pour la mise en œuvre des actions de synergie dégagées.

The Country Water Partnership (CWP) of Mali organised in collaboration with the National Directorate of Hydraulics of Mali, on 19th November 2009, a national workshop for the information and sensitisation of decision-makers to take into account climate change in the implementation of the National Action Plan of Integrated Water Resources Management (PAGIRE). The meeting was supported financially by the Swiss Cooperation with the technical support of GWP; the official ceremony was under the patronage of the Ministry of Energy and Water. This important meeting which gathered decision-makers and representatives from the civil society aimed at the validation of the recommendations made during the technical workshop held on 16th and 17th November for the implementation of the actions of the IWRM Plan and of the National Action Plan for the Adaptation to climate change (NAPA). These framework documents were both adopted by the Government of Mali to contribute to a sustainable development of the country.

- The drafting and adoption of ten recommendations to strengthen the collaboration between NAPA and the IWRM Plan;

The two workshops came out with the following outcomes:

- The release of a 10 minutes movie presenting the effects of climate change on water resources in Mali ;
- Drawing attention on the water resources management as an essential element for the adaptation to climate change and the need to act urgently;
- The establishment of necessary synergies between the PAGIRE and NAPA teams;
- Raising awareness of competent authorities on the need to allocate funds and/or support the actions in terms of fund raising for the implementation of the actions defined.



> Côte D'Ivoire

Un atelier national de formation et de sensibilisation des Maires et Responsables techniques des Communes de la Région des Lagunes à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) s'est tenu les 21 et 22 décembre 2009 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Sous le thème de : « La GIRE et le développement durable des collectivités décentralisées» l'atelier a été financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) et mis en œuvre par le PNE Côte d'Ivoire.

18 des 20 communes de la région ont pris part à cet atelier de formation et de sensibilisation dont l'objectif principal était de familiariser les Maires des Communes de la Région des Lagunes aux outils de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Il a permis de :

- Expliquer le concept de la GIRE et montrer ses avantages dans la planification des actions dans les localités en question;
- Relever les questions sanitaires et les problèmes d'approvisionnement en eau potable ;
- Préparer les Maires et Agents techniques à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources en eau dans leurs découpages administratifs.

A national training and sensitisation workshop for the mayors and technical officers of the communes of the lagoons region on the integrated water resources management (IWRM) held on21st and 22nd December 2009 in Abidjan (Côte d'Ivoire). The theme of the workshop was: « IWRM and sustainable development of the decentralised regions» and jointly financed by the United Nations Development Programme (UNDP) and the Union of the towns and communes of Cote d'Ivoire (UVICOCI) and implemented by the Country Water Partnership of Côte d'Ivoire.

18 out of the 20 communes of the region took part in the workshop which aimed mainly at helping the mayors of the communes of the region to be familiarised with the IWRM tools.

The training workshop helped

- Explain the IWRM concept and show its advantages in planning the actions of the targeted localities;
- Identify the health issues and drinking water supply problems;
- Prepare the mayors and technical agents to develop a strategy for the management of water resources in their locality.

> Formations: 2009, une année au GWP-AO

Le GWP-AO a effectué comme a son habitude une série de formations dans le but du renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'eau de l'Afrique de l'Ouest. En janvier 2009, ce sont les Secrétaires Exécutifs des Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) de la région qui ont participé à une formation sur l'élaboration de projets avec une ouverture sur les différents instruments de financements. En avril, les enseignants-chercheurs des universités et instituts de formation supérieure de 7 pays de la sous région ont été initiés à l'utilisation du TOOLBOX du GWP, cette boîte à outils jugée digne d'être utilisée dans la formation académique. Cette formation qui avait regroupé des participants de pays francophone a été suivie en octobre 2009 par une autre formation sur le TOOLBOX à l'intention des mêmes catégories de participants de pays anglophones.

En juillet, ce sont les journalistes qui ont été invités à apporter leur contribution à la gestion des eaux partagées lors d'un atelier très pratique tenu à Cotonou. Les résultats sont disponibles sous forme de bulletin et de magazines radio mis en ligne sur le site web du GWP-AO (www.gwpao.org). Pendant la même période, le PNE Côte d'Ivoire a organisé un atelier sur GIRE et Genre et le GWP-AO a financé la participation directe de cinq femmes à cet atelier. La même action avait été entreprise en février à l'endroit de cinq autres femmes dont la participation à l'atelier sur les eaux souterraines tenu à Dakar au Sénégal avait été rendue possible grâce au financement du GWP-AO dans le cadre du PIWAG. Le PNE Mali a organisé un atelier sur les instruments économiques et financiers de la GIRE à la même période avec le soutien de WANET et GWP-AO.

Partenaire à part entière depuis 2005 de la **formation internationale sur la GIRE**, le GWP-AO a animé la partie africaine de ce module qui regroupe tous les ans une trentaine de cadres de la sous région. Elle s'est déroulée en novembre 2009 au Bénin avec le PNE Bénin après la phase suédoise en Août 2009 en collaboration avec Ramboll Natura et SIWI.

Du 8 au 12 juin, cinq (5) membres du Secrétariat du GWP-AO ont renforcé leur capacité en suivi de gestion de projet en prenant part à la **formation TECPRO** à Paris, France.

> Trainings: along the year 2009

GWP-WA, as usual, carried out a series of capacity building trainings for actors in the water sector in West Africa.

In January 2009, Executive Secretaries of the Country Water Partnerships (CWPs) of the region took part in the training on projects development and the different finance tools. In April, the researchers-lecturers from the universities and training institutes of 7 countries of the sub-region were initiated into the use of the GWP TOOLBOX, considered to be useful in academic training. This training for francophone countries was followed in October 2009 by another one on the TOOLBOX for the same category of participants from Anglophone countries.

In July, journalists were invited to bring their contribution in the management of shared waters during a practical workshop held in Cotonou. The results are available in the form of a newsletter and radio magazines online on the GWP/WA website (www.gwpao.org). During the same time the CWP Côte d'Ivoire organised a workshop on IWRM and gender and GWP/WA financed the participation of five women to this workshop. The same action was undertaken in February for the participation of five women to a workshop held in Dakar Senegal, on ground water funded by GWP/WA in the framework of the PIWAG. The Country Water Partnership of Mali organised a workshop on the financial and economic instruments of IWRM during the same period, with the support of WANET and GWP-WA.

GWP/WA, partnering in the **international training on IWRM** since 2005, organized the African part of the module which gathers every year about thirty executives of the subregion. It was held in **November 2009** in Benin with CWP Benin. The first phase was held in Sweden in August 2009 in collaboration with Ramboll Natura and SIWI.

From 8th to 12th June, five (5) members of the GWP-WA Secretariat built their capacity in the monitoring of project management by participating in the TECPRO training in Paris, France.



BURKINA FASO Le PAGIRE

Un vaste chantier d'innovations institutionnelles pour une meilleure gestion et une meilleure valorisation des ressources en eau au Burkina Faso!

Introduction

Lorsque dans les années 1990 le gouvernement du Burkina faso s'engageait dans le processus de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), le pays avait beaucoup de défis à relever. En effet, il venait d'être éprouvé par deux périodes de sécheresse en 1973 et 1984 et l'ère était à la mobilisation tout azimut de la ressource eau pour l'approvisionnement en eau potable et la production agricole à travers la construction de nombreux petits barrages et autres ouvrages hydrauliques. Il convient de noter également que les années 1990 sont marquées par la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) qui est une reforme institutionnelle axée sur le recentrage du rôle et des missions de l'Etat ainsi que le processus de décentralisation qui venait également d'être enclenché.

PAGIRE élaboré et adopté

Dans ce contexte, le concept GIRE en tant qu'outil de développement durable a bénéficié d'une attention particulière de la part des autorités politiques qui s'est manifestée en 1995 par un début de

réflexion sur une approche y afférente. Ce premier processus a abouti à deux résultats majeurs: l'adoption en 1998 de la politique et stratégies nationale en matière d'eau basée sur les principes de la GIRE et la mise en œuvre en 1999 avec l'appui du Royaume du Danemark d'un Programme GIRE qui visait à définir la stratégie de transition vers la GIRE sous forme d'un plan d'action national et la mise en place des capacités de base en la matière.

Ce Programme s'est appuyé sur une démarche stratégique consistant à l'établissement d'un état des lieux (quantité, qualité, hydrologie, hydrogéologie, institutionnel, juridique, environnement, etc.) des ressources en eau du pays, d'une loi d'orientation sur l'eau et à la mise en œuvre d'un projet pilote sur le bassin du Nakanbé; ce programme a abouti à la définition d'un Plan d'Action national pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE) adopté en conseil de ministres le 12 mars 2003 et approuvé par décret n°2003-220/PRES/PM/MAHRH du 06 mai 2003.

The IWRM Action Plan

A wide worksite of institutional innovations for improved management and better development of water resources in Burkina Faso!

Introduction

In the 1990's when the Government of Burkina Faso embarked on the process of Integrated Water Resource Management (IWRM), the country had to take up many challenges. Indeed, it was stricken by two periods of drought in 1973 and 1984 and it was total true mobilization for water resources for potable water supply and agricultural production through the construction of many small dams and other hydraulic works. One should also note that the 1990's were marked by the implementation of the Structural Adjustment Programme (SAP) which is an institutional reform based on refocusing the role and missions of the Government as well as the decentralization process which had also just start-



Mise en œuvre du PAGIRE

Depuis cette date, le département ministériel en charge de l'eau a entamé sa mise en œuvre avec des actions préparatoires dont notamment l'organisation d'une table ronde des partenaires techniques et financiers en octobre 2003 et la définition d'une composante Appui au PAGIRE dans le Programme d'Appui au Développement du Secteur Eau et Assainissement phase 2 (PADSEA II).

Pour le suivi de la mise en œuvre du PAGIRE, il a été créé un Secrétariat Permanent par décret n°2005-388/PM/MFB/MAHRH du 19 juillet 2005 chargé :

- du suivi-évaluation de la mise en œuvre du PAGIRE ;
- de mener des actions d'information et de sensibilisation;
- de mobiliser les ressources financières ;
- de mettre en œuvre les décisions de l'organe de pilotage;
- d'élaborer ses programmes et rapports d'activités.

Le PAGIRE défini le cadre institutionnel de gestion des ressources en eau conforme aux principes GIRE et planifie la mise en œuvre d'actions spécifiques selon huit domaines d'actions :

 Environnement habilitant, qui vise à créer un cadre politique et juridique propice;



- 2 Système National d'Information sur l'Eau (SNIEau), dont l'objectif est de consolider la connaissance et la diffusion de l'information ;
- 3 Procédures dont l'objet est de guider les agents de l'administration dans la mise en application des lois et règlements;
- 4 Recherche/développement, qui vise à enrichir les connaissances sur la ressource et les techniques de sa valorisation ;
- 5 **Ressources humaines,** dont l'objectif est de former et déployer les ressources humaines pour le secteur ;
- 6 Information, éducation, sensibilisation, plaidoyer, qui vise à susciter

l'adhésion et la participation de l'ensemble des acteurs au processus

- 7 **Cadre institutionnel**, qui vise à mettre en place une administration de l'eau conforme aux principes de la GIRE;
- 8 **Mesures d'urgence**, dont l'objectif est de résoudre ou atténuer les problèmes préoccupants.

La structuration et la mise en œuvre du PAGIRE s'appui sur cinq axes stratégiques majeurs (i) privilégier l'approche intégrée par rapport à l'approche sectorielle, (ii) soutenir le désengagement de l'Etat en matière de production d'eau et de gestion des périmètres irrigués, (iii) proposer un scénario à effectif suffisant pour la restructuration pro-

The IWRM Plan developed and adopted

In this context, the IWRM concept as a tool for sustainable development received the special attention of political authorities shown in 1995 by a reflection on an approach. This first process resulted in two major events: the adoption in 1998 of the national water policy and strategies based on the IWRM principles and the implementation in 1999, with the support from the Kingdom of Denmark. The IWRM Programme was aimed at defining the transitional strategy under the form of a national action plan and the creation of basic capacities in this area.

This Programme was built on a strategic approach which consisted in assessing (quantity, quality, hydrology, hydrogeology, institutional, legal, environmental aspects, etc.) the water resources of the country, passing a blue-print law on water and implementing a pilot project on the Nakanbé basin; this programme led to the definition of a national Action Plan for Integrated Water Resource Management (PAGIRE) adopted in cabinet meeting on March 12th, 2003 and approved under decree N°2003-220/PRES/PM/MAHRH of May 6th, 2003.

Implementation of the Plan

Since then, the ministerial department in charge of water started implementing it with preliminary actions including, notably, the organization of a round table of technical and financial partners in October 2003 and the definition of a component Support for the IWRM Action Plan (PAGIRE) in the Support Programme for the Development of Water and Sanitation Sector - phase 2 (PADSEA II).

To follow up on the implementation of the IWRM Action Plan (PAGIRE), a Permanent Secretariat was created under decree N° 2005-388/PM/MFB/MAHRH of July 19th, 2005, for:

- monitoring and evaluating the implementation of IWRM Action plan (PAGIRE);
- conducting information and awarenessraising actions;
- mobilizing financial resources;
- implementing the decisions of the steering body;
- drafting programme and activity reports.

The IWRM Action Plan (PAGIRE) defines the institutional framework for water resource management in compliance with the IWRM principles, and plans the implementation of

specific actions according to eight action areas:

- i). Enabling environment, aiming at creating a conducive political and legal framework;
- ii). National Information System on Water (SNIEau), aiming at consolidating knowledge and disseminating information;
- iii). Procedures aiming at guiding the workers of the administration in the enforcement of laws and regulations;
- iv). Research/development, aiming at enriching knowledge on the resource and its development techniques;
- v). **Human resources**, aiming at training and deploying human resources for the sector;
- vi). Information, education, awarenessraising, advocacy, aiming at generating the interest and participation of all actors in the process;
- vii). Institutional framework, aiming at creating a national administration on water in compliance with the IWRM principles;
- viii). Emergency measures, aiming at solving and mitigating concerns.



gressive de l'administration publique du domaine de l'eau, (iv) concevoir un cadre de gestion efficace et stable dans toute configuration ministérielle et (v) proposer une restructuration progressive.

Acquis de la mise en œuvre

De 2003 à nos jours des acquis majeurs ont été enregistrés dans le cadre de la mise en œuvre du PAGIRE (tous les documents du PAGIRE et de sa mise en œuvre peuvent être consultés sur le site web www.eauburkina.bf) contribuant ainsi à une

avancée significative de la GIRE dans le pays. Citons notamment :

Le cadre politique et juridique offre aujourd'hui une plus grande cohérence et clarté par rapport à l'ancien cadre, rendu possible grâce à la mise en œuvre des actions des domaines 1 et 3 qui dans le sillage de la politique nationale de l'eau et de la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau ont abouti à l'adoption d'une trentaine de décrets et arrêtés d'application. Le défi de l'application effective de ces textes sur le terrain reste

pays. Citons notamment:

o Le cadre politique et juridique offre

the blueprint law on water management, have led to the adoption of about thirty implementing laws and decisions. The challenge of effectively enforcing these texts on the ground is real and dependent upon the additional actions of capacity building of decentralized and mass information outfits.

 $^{\circ}$ The creation of a new framework for water management based on the principles of participation with the growing momentum of communities and users. Indeed, the first water agency of the country was created in March 2007. It is the Nakanbé Basin Water Agency. A small technical group whose mission is to establish the bodies of the agency by ensuring the transitional functioning. The agency has three bodies: (I) the board of directors, (II) the basin committee and (III) the executive management; it is made up of three colleges: (a) the administration, (b) communities and (c) users according to a parity distribution. The law on the appointment of the members of the basin committee was signed and the regulatory texts of the body entier et tributaire d'actions complémentaires de renforcement des capacités des structures déconcentrées et d'information de masse.

° La mise en place d'un nouveau cadre de gestion de l'eau basée sur le principe de participation avec une montée en puissance des collectivités territoriales et des usagers. A cet effet, la première agence de l'eau du pays a été créée en mars 2007. Il s'agit de l'Agence de l'eau du bassin du Nakanbé. Un noyau technique dont la mission est d'asseoir les organes de l'agence en assure le fonctionnement transitoire. L'agence a trois organes : (1) le conseil d'administration, (II) le comité de bassin et (III) la direction exécutive; elle est composée de trois collèges : (a) l'administration, (b) les collectivités territoriales et (c) des usagers selon une répartition paritaire. L'arrêté portant désignation des membres du comité de bassin a été signé et les textes réglementaires de l'organe sont en cours d'élaboration.

Par ailleurs, l'administration, dans le souci d'efficacité dans la conduite de ses missions régaliennes, a mis en place des cadres de concertations et de décision regroupant les différents départements administratifs intervenant dans le secteur de l'eau (eau, environnement, santé, énergie, infrastructure, économie et finance...) au niveau central en redyna-

 $are \ in \ the \ process \ of \ being \ drafted.$

- Moreover, the administration, keen on conducting efficiently its principal missions, set up consultation and decision-making frameworks bringing together the various administrative departments involved in the water sector (water, environment, health, energy, infrastructure, economy and finance ...) at the central level, by revitalizing the Technical Committee on Water (CTE), and at the decentralized level, by creating Inter-Service Water Committees (CISE).
- The National Water Council (CNEau) set up on December 6th, 2003, is the body created at the national level for concerted management by incorporating the State, communities, private sector and civil society. The mission of this national consultative body of the new management framework is to provide support for the administration in defining the general objectives and the national policy for achieving sustainable development. After five years of satisfactory functioning, with

Structuring and implementing the IWRM relies on five major strategic actions (i) giving priority to integration as compared to the sectorial approach, (ii) supporting the withdrawal of the State from the water sector production and management of irrigated perimeters, (iii) proposing a scenario with adequate manpower for gradual restructuring of public administration in the water domain, (iv) developing an efficient and stable management framework in any ministerial structuring and (v) proposing a gradual restructuring.

Some Outcomes

From 2003 to date, major achievements have been recorded as part of the implementation of the IWRM Action Plan (PAGIRE) (all the documents of the PAGIRE and of its implementation can be consulted on the website: www.eauburkina.bf), thus contributing to significant progress of the IWRM in the country. It can be mentioned, notably, that:

^o The political and legal framework provides, today, greater coherence and clarity as compared to the former framework, made possible through the implementation of the actions of areas 1 and 3 which, in the wake of the national water policy and

misant le Comité Technique de l'Eau (CTE) et au niveau déconcentré en créant les Comités Inter-Services de l'Eau (CISE).

Le Conseil National de l'Eau (CNEau) installé le 06 décembre 2003, est la structure établie au niveau national pour la gestion concertée associant l'Etat, les Collectivités territoriales, le secteur privé et la société civile. Cet organe consultatif national du nouveau cadre de gestion a pour mission d'apporter un concours à l'administration dans la définition des objectifs généraux et de la politique nationale tendant à réaliser une gestion durable. Après cinq ans de fonctionnement satisfaisant, avec 18 sessions tenues, la nécessité de dupliquer ce cadre de consultation au niveau régional à conduit à la relecture du décret y relatif afin de permettre la création des Conseils Régionaux de l'Eau (CREau).

Au niveau local, l'expérience des Comités Locaux de l'Eau (CLE) est en cours avec la création à ce jour d'une trentaine de comités sur des barrages, des lacs et des sous bassins considérés comme des maillons de base du cadre institutionnel chargé de l'animation et de la promotion de la GIRE. L'évaluation de ces premières expériences a montré la nécessité d'une rectification de l'approche pour une meilleure prise en compte du principe de gestion par bassin en défi-

18 sessions held, the need to duplicate this consultation framework at the regional level led to the review of the related decree to enable the creation of Regional Water Councils (CREau).

- OAt the local level, the experience of Local Water Committees (CLE) is in progress with the creation to date of about thirty committees on dams, lakes and sub-watershed considered as the basic links of the institutional framework in charge of implementing activities and promoting the IWRM. The evaluation of these first experiences showed the need to adjust the approach for better consideration of the management principle per basin by defining the sub-basin as a space for the competences of the committees.
- Obesides, at border level, and in compliance with the guidance of the IWRM, Burkina Faso worked towards the creation of the Volta Basin Authority (VBA) whose agreement was signed on January 17th, 2007. The head office of the VBA is based in Ouagadougou.

nissant les sous bassins comme espace de compétences des comités.

Du reste, au niveau transfrontalier, conformément aux orientations du PAGIRE, le Burkina Faso s'est investi dans la création de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) dont la convention a été signée le 17 janvier 2007. Le siège de l'ABV est établi à Ouagadougou.

Cette réforme du cadre de gestion impulse au niveau national et international une concertation et un dialogue sur la ressource eau et préserve les conflits, créant ainsi un environnement propice à la gestion durable de la ressource. ° La connaissance et le suivi de la ressource ont été améliorés à travers la mise en œuvre d'actions variées notamment d'études, de formations et de travaux. Dans le domaine des études particulièrement, il faut noter les études majeures suivantes : l'état des lieux de la piézométrie et l'appui à l'optimisation du réseau et au renforcement du suivi, la modélisation des ressources en eau du bassin du Nakanbé, la conception du SNIEau. Les travaux portent sur la réalisation de 30 piézomètres pour le suivi de la ressource ; la réalisation en cours de la base de données du système national d'information sur l'eau ; la mise en œuvre des projets Niger HYCOS et Volta HYCOS. L'acquisition d'équipe-

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'HYDRAULIQUE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES BARRAGE DE YAKOUTA Caractéristiques du barrage: Dique à matériaux mixtes : argile en amont et construction of the laboratory of the

- This reform of the management framework encourages consultation and dialogue at the national and international levels, on the water resource and prevents conflicts, thus creating an enabling environment for the sustainable management of the resource.
- The resource knowledge and monitoring were improved through the implementation of varied actions notably, studies, training and construction works. In the area of studies, in particular, the following major studies must be noted: stock-taking of the piezometric level and supporting network optimization and strengthening the monitoring process, modelling water resources of the Nakanbé basin, designing the SNIEau. The work centred on carrying out 30 piezometers for monitoring the resource; the ongoing development of the database of the national information system on water; the implementation of Niger HYCOS and Volta HYCOS projects. The purchase of laboratory equipment and the
- construction of the laboratory of the Water Supply Directorate (DGRE) will, at the end of the day, be a decisive step towards improving the quality of the water resource.
- ° The wide dissemination of information on the new tools for water management (Policy, law, PAGIRE, PN-AEPA, SIG-OMD, ...) through the implementation of awareness-raising, information and communication actions, the development and dissemination of mass communication aids (basic documents, bimonthly reports, and website of the Water Supply Directorate-DGRE). According to a grid per category of actors and per geographical distribution, all the actors and geographical areas of the country benefited from these actions. Despite these efforts, there are still very strong needs for these kinds of activity as regards the numerous actors and the need to lay emphasis on these elements in order to cause the desired behavioural change.

ments de laboratoire et la construction du laboratoire de la DGRE constitueront à terme un pas décisif vers une amélioration du suivi de la qualité de la ressource eau.

- ° La diffusion large de l'information sur les nouveaux outils de gestion de l'eau (Politique, loi, PAGIRE, PN-AEPA, SIG-OMD,...) par la mise en œuvre d'actions de sensibilisation, d'information et de communication et l'élaboration et la diffusion de supports de communication de masse (documentations de base, bulletin bimestriel et site web de la DGRE). Selon un quadrillage par catégorie d'acteurs et par répartition géographique, l'ensemble des acteurs et des zones géographiques du pays a pu bénéficier de ces actions. Malgré ces efforts, il demeure encore des besoins intenses pour ces types d'activités au regard de la multitude d'acteurs et de la nécessité d'insister sur ces éléments pour provoquer le changement de comportement souhaité.
- Ounce attention soutenue pour la formation de ressources humaines en réponse au constat fait dans l'état des lieux des ressources en eau du Burkina Faso et leur cadre de gestion, qui s'est traduite par la formation en continue de cadres et agents d'appui de l'administration. La mise en œuvre du volet ressource humaine du PAGIRE a permis la forma-

tion de plus de 90 ingénieurs et techniciens au profit du secteur ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement des ressources humaines de la DGRE et des SREH/DRAHRH. Avec le transfert des compétences de gestion du secteur eau aux collectivités territoriales et l'émergence du secteur privé, il est certain que la politique de formation de ressources humaines pour le secteur doit s'accentuer pour mettre à la disposition de ces acteurs des ressources humaines suffisantes et qualifiées.

Perspectives et contraintes

Les ambitions à atteindre pour la première phase du PAGIRE étaient :

- ° Mettre en place le CNEau ;
- Mettre en place le comité de pilotage du PAGIRE et le SP/PAGIRE;
- ° Mettre en place les cadres de coordination interministériels et de services ;
- Adopter les décrets structurants tels que ceux relatifs aux espaces de compétence des structures de gestion des bassins, aux SDAGES et SAGE, etc.;
- ° Mettre en œuvre un plan de développement des ressources humaines ;
- ° Mettre en œuvre des actions de sensibilisation et d'information en direction des différents groupes cibles définis.

Au regard des résultats obtenus, il y a véritablement des motifs de satisfaction quant à leur réalisation. Des contraintes objectives dans les processus de mise en œuvre et leurs impacts sur l'efficience des actions n'ont pas manqué tout au long de cette phase. A ce titre, on peut citer les insuffisances des ressources financières et surtout humaines de l'administration et la complexité du processus GIRE qui appelle à un changement de comportement qui n'est souvent perceptible que sur une durée moyenne à longue.

La phase II du PAGIRE, en cours d'élaboration a été orientée par l'évaluation faite de la première phase sur les axes suivants :

- Opérationnaliser les espaces de gestion définis par la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau;
- ° Consolider la mission de souveraineté de l'Etat dans le domaine de l'eau ;
- ° Consolider le renforcement des capacités des collectivités territoriales, du secteur privé et de la société civile dans le domaine de l'eau ;
- ° Consolider les ressources humaines de l'administration publique de l'eau.

En d'autres termes, il s'agit d'une poursuite et d'un renforcement de la politique et des actions engagées.

Secrétariat Permanent du PAGIRE

Janvier 2009

° Special attention must be given to human resource training in response to what has been observed in taking stock of water resources in Burkina Faso and their management framework, which resulted in the continuing education of executives and support workers for the administration. The implementation of the human resource component of IWRM enabled more than 90 engineers and technicians to be trained for the field as well as drawing up and implementing a development plan for the human resources of Water Supply (DGRE)Directorate and SREH/DRAHRH. With the transfer of water management skills to communities and the emergence of the private sector, it is obvious that human resource training policy for the field must be developed in order to make adequate and qualified human resources available for these

Perspectives and constraints

actors.

The goals to be achieved for the first phase of the IWRM Action Plan are:-

- ° Creating the CNEau;
- Setting up the steering committee for the IWRM Action Plan and the SP/ IWRM Action Plan;
- ° Establishing inter-ministerial coordination frameworks and services;
- Enacting laws such as those related to the areas of competence of basin management bodies, to SDAGES and SAGE, etc.;
- ° Implementing human resources development plan;
- Implementing awareness-raising and information actions for the various target groups defined.

With regard to the outcomes, there is cause for satisfaction as to their achievement.

There were objective constraints in the implementation process and their impacts on the efficiency of actions all along this phase. Some of these were inadequacy of financial resources and human resources in the area of the administration and the complexity of the IWRM process, which calls for a behavioural change often noticeable only in the medium and long term.

Phase II of the PAGIRE, is in the process of being developed, followed through from the evaluation made from the first phase on the following mainlines:

- Operationalizing management areas defined under the orientation law related to water management;
- ° Consolidating the sovereignty mission of the State in the water sector;
- Consolidating capacity building for local authorities, the private sector and the civil society in the water sector;
- ° Consolidating human resources in the area of public administration of water.

In other words, this has to do with pursuing and strengthening the policy and actions embarked on.

Permanent Secretariat of the IWRM Action Plan

January 2009

DOSSIER

MALI ELABORATION DU PAGIRE

Une bonne coordination pour des résultats probants

INTRODUCTION

Le Mali a fait l'option de la GIRE comme approche de gestion durable des ressources en eau.

Dans ce cadre, le Mali et quatre autres pays africains (Sénégal, Kenya, Malawi, Zambie,) ont été choisis en vue de bénéficier de l'appui de l'initiative canadienne pour le développement de l'Afrique et la gestion de l'eau. L'assistance pour le Mali a mis l'accent sur la mobilisation des acteurs au processus GIRE en facilitant leur participation à travers la formation, l'information, la sensibilisation et l'éducation. En outre, le Mali a bénéficié de la Banque Mondiale d'un appui technique et méthodologique dans l'élaboration de son plan national de gestion intégrée des ressources en eau.

Les coopérations allemande et française et néerlandaise contribuent également à la mise en œuvre de la GIRE au Mali dans le cadre de leurs appuis respectifs notamment dans les domaines du renforcement des capacités de la DNH, du transfert de compétences aux collectivités territoriales et dans l'application de la GIRE à titre pilote dans le Bassin du Niger supérieur (Programme GIRENS).

Le Mali a effectivement élaboré son plan d'action GIRE conformément aux recommandations de plusieurs conférences internationales dont le Sommet Mondial sur le Développement Durable de Johannesburg.

L'élaboration du PAGIRE a été un levier qui a permis de mobiliser d'autres acteurs (en sus de ceux déjà impliqués dans des initiatives GIRE) et de faire venir d'autres bailleurs de fonds, qui de plus en plus, s'intéressent à la mise en œuvre de la GIRE au Mali et veulent y investir.



GRANDES ETAPES

Phase d'initiation du processus: Au Mali, cette étape a consisté à définir, dans une démarche participative, le cadre de gestion et de pilotage du Projet. C'est ainsi qu'une équipe du projet et un comité de pilotage ont été mis en place. La conduite d'une étude de définition du processus et l'adoption participative de la feuille de route du processus ont été déterminantes dans la réussite de cette phase.

Vision Politique et engagement à la GIRE: L'environnement et l'engagement politique du Pays ont été un gage de réussite du processus. Cet engagement a conduit à l'élaboration et l'adoption d'un document de politique de l'eau au cours du processus.

Analyse situationnelle: Cette analyse a

IWRM ACTION PLAN (PAGIRE) ELABORATION IN MALI Good coordination for convincing outcomes

INTRODUCTION

Mali opted for IWRM as an approach for sustainable water resources management.

To this end, Mali and four other African countries (Senegal, Kenya, Malawi, and Zambia) were selected to receive support from the Canadian initiative for African development and water management. The support for Mali focused on mobilizing actors in IWRM process by facilitating their participation through training, information, advocacy and education.

In addition, Mali benefited from technical and methodological support from the World Bank in developing its national plan for integrated water resource management. The German, French and Dutch cooperation agencies also contribute to the implementation of IWRM in Mali as part of their respective support particularly in the areas of DNH capacity building, transfer of skills to local communities and in the implementation of IWRM in the Upper Niger Basin (GIRENS Program), by way of pilot project. Mali actually developed its IWRM Action Plan in accordance with the recommendations of several international conferences including the World Summit on Sustainable Development held in Johannesburg.

The development of IWRM Plan served as a springboard to help mobilize the actors (in addition to those already involved in IWRM initiatives) and to bring in other donors, who are increasingly interested in investing in the IWRM implementation in Mali.

MAJOR MILESTONES

Process initiation phase: In Mali, this step consisted in defining, in a participatory approach, the framework for managing and steering the project. Thus, a project team and steering committee were established. Conducting a study to define the process and participatory adoption of the process roadmap has been instrumental to the success of this phase.

Political vision and commitment to IWRM: The environment and political commitment of the country were essential to the success of the process. This commitment resulted in the drawing up and adoption of a water policy document as part of the process.

Situational Analysis: This analysis was made possible by thematic studies conducted to better identify problems and priorities for water sector development. In addition to these studies, the increase in number and diversification

été possible grâce à la conduite d'études thématiques pour mieux cerner les problèmes et priorités de développement du secteur de l'eau. En plus de ces études, la multiplication et la diversification des espaces d'échange (concertations régionales et exposés au salon international de l'eau) ont permis de traduire les préoccupations de nombreux acteurs dans le PAGIRE. L'analyse situationnelle a permis de produire la 1^{ère} partie du document de Plan d'Action portant sur « l'état des lieux des ressources en eau et de leur cadre de gestion ».

Choix stratégiques: Sur la base des problèmes identifiés lors de l'analyse situationnelle, il a été organisé un atelier de planification multi acteurs au cours duquel des choix de stratégie de gestion des ressources en eau ont été opérés. L'atelier a en outre permis d'identifier quelques actions prioritaires du PAGIRE. Les choix stratégiques ont pris en compte les politiques et stratégies sectorielles déjà existantes.

Le Plan d'Action: Suite à l'atelier de planification stratégique, l'équipe du projet a procédé avec l'assistance d'experts extérieurs à l'élaboration du Plan d'Action provisoire soumis aux critiques et amendements des acteurs en atelier de validation. Le Plan finalisé fera bientôt l'objet d'adoption par le Gouvernement du Mali. Il comprend 52 actions pour 9 résultats essentiels attendus. L'incidence financière du plan est de 16 135 280 050 Francs CFA.



Le Gouvernement du Mali a officiellement adopté le PAGIRE le 9 avril 2008 lors de sa session ordinaire de son conseil des ministres.

Les étapes suivantes qui porteront sur la mise en œuvre et le suivi du plan seront déterminantes en ce sens qu'elles permettront d'accélérer et de parachever l'ensemble des reformes entamées ou suggérées.

Leçons clés : Différentes leçons ont pu être tirées :

Le processus d'élaboration du PAGIRE favorise une prise de conscience plus large des différentes couches sociales de la population par rapport à la problématique de l'eau.

Il favorise une meilleure connaissance du secteur de l'eau.

Il permet de catalyser les prises de décisions politiques par rapport aux questions de l'eau. Le Processus donne plus de visibilité au secteur de l'eau.

Il constitue un facteur de mobilisation des acteurs autour des problèmes de Gestion des ressources en eau.

Il permet de renforcer le cadre de partenariat entre acteurs.

FINANCEMENT DE L'ELA-BORATION DU PAGIRE

Pour l'élaboration du PAGIRE, le Mali a bénéficié de l'appui de la Banque Mondiale (dans le cadre de la composante AEPA du

ATELIER TECHNIQUE NATIONAL POUR LA MISE EN SYNERGIE DU

PLINITACTION NATIONAL DE GESTION INTEGRIER DES RESSOUNCES EN EAU (PAGRETET DU

PLINITACTION NATIONAL D'ADAPTATION AUX CHARGEMENTS CLIMATIQUES (PANA)

HEXAGAMMEDIACTOR HAZIONAL D'ADAPTATION AUX CHARGEMENTS CLIMATIQUES (PANA)

REMISERAL LAS THESE 17 PROVENINGE SHOW A LA MARSON DU PARTEMARIAT ANGERS-RIMANI

REMISERAL LAS THESE 17 PROVENINGE SHOW A LA CHIOPETRATION SURSSE

AVEC L'APPUN FINANCIER DE LA CHIOPETRATION SURSE

AVEC L'APPUN FINANCIER DE LA CHIOPETRATION SURSSE

AVEC L'APPUN FINANCIER DE LA CHIOPETRATION SURSSE

AVEC L'APPUN FINANCIER DE LA CHIOPETRATION SURSSE

AVEC L'APPUN FINANCIER DE L'ARCHIOP SURSSE

AVEC L'ARC

of information sharing fora (regional consultations and presentations at the international water fair) were used to make known the concerns of many actors in the IWRM Action Plan. The situational analysis led to the draw-

ing up the Ist part of the Action Plan, which is about "the inventory of water resources and their management framework".

Strategic Choices: On the basis of the prob-

lems identified in the situational analysis, a multi-actor planning workshop was organized, during which the water resource management strategies were selected. The workshop also resulted in the identification of some PAGIRE priority actions. Current policies and strategies were taken into account in making those strategic choices.

The Action Plan: Following the strategic planning workshop, the project team, with the assistance of external experts, undertook the development of the draft Action Plan which was submitted to the stakeholders participating in a validation workshop for remarks and amendments. The finalized plan includes 52 actions for 9 key expected outcomes. The financial impact of the plan is CFA Francs 16 135 280 050.

The Government of Mali officially adopted the IWRM Action Plan on April 9th, 2008 at an ordinary cabinet meeting.

The following steps which will focus on the plan implementation and monitoring will be crucial in the sense that they will expedite and complete all the proposed or initiated reforms.

Key Lessons: Various lessons have been learned. The process of developing the

PNIR) pour l'équipement de départ et la réalisation d'études thématiques : Politique, Connaissance, Législation, Institutions, Economie et Stratégie de Gestion des Ressources en Eau.

Ce bailleur a été accompagné par l'Agence Canadienne de Développement International pour l'organisation d'ateliers de concertations des acteurs de l'eau, le renforcement de capacités en matière de GIRE, la réalisation d'autres études (stratégie de suivi des ressources en eau, stratégie de communication, caractérisation des acteurs de l'eau) et l'appui au fonctionnement de la Cellule GIRE. La gestion des financements extérieurs a été opérée par des agences spécifiques d'exécution comme la Coordination nationale du PNIR et le CREPA-MALI (pour le compte du Partenariat National de l'Eau du Mali) respectivement pour les appuis de la Banque mondiale et de l'Agence Canadienne de Développement International. Des audits annuels et finaux ont été réalisés dans chaque cas.

Entre la fin des financements extérieurs pour l'élaboration du PAGIRE (2007) et l'obtention de financement nouveaux pour sa mise en œuvre, il se passe une période transitoire pendant laquelle la Cellule GIRE aurait été inopérante si elle n'avait bénéficié de l'appui

financier de la part de l'Etat malien en 2007 (50 millions de FCFA) et en 2008 (33,3 millions de FCFA).

FINANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAGIRE

Une table ronde des Bailleurs de Fonds sur le financement du PAGIRE s'est tenue à Bamako le 19 février 2009¹. Les partenaires ont décidé d'apporter leur appui technique et financier en vue de réunir les moyens nécessaires à l'exécution du PAGIRE. Le financement obtenu est de l'ordre de 13 milliards de FCFA soit environ 85% du financement requis. Les 15% restants seront pris en charge par le Gouvernement du Mali.

La mobilisation du financement obtenu se trouve à des degrés divers : requête officielle auprès des Partenaires (Facilité Africaine de l'Eau), missions de d'identification ou d'appréciation préalable (Suède, OMVS et OMS), début de mise en œuvre pour certaines actions dont le financement était déjà acquis (Pays Bas et Danemark).

Bourama Traoré, Secrétaire Permanent PNE Mali

¹ Le GWP-AO à travers son Projet d'Appui à la Sécurité en Eau de l'Afrique de l'Ouest (PIWAG) a financé par l'Union Européenne et le Partenariat Mondial de l'Eau a soutenu financièrement l'organisation de cette table ronde des bailleurs



PAGIRE promoted greater awareness of the various social strata in relation to water issues. It helped better understand the water sector. It also catalyzed the political decision making in relation to water issues. In particular, the process gives greater visibility in the water sector. It is a factor that helps mobilize stakeholders on water resource management issues. Finally, it helps strengthen the partnership among stakeholders.

FUNDING THE PAGIRE DEVELOPMENT

In preparing the IWRM Action Plan, Mali received support from the World Bank (through the national programme of rural infrastructures in safe drinking water and sanitation- PNIR AEPA- component) for starting equipment and thematic studies on issues such as: Policies, Knowledge, Legislation, Institutions, Economics and Water Resource Management Strategy.

The support from the World Bank was completed by funding from the Canadian International Development Agency to organize workshops for consultations among water stakeholders, capacity building in IWRM, implementation of other studies (strategy for water resource follow-up, communication strategy, characterization of water stakeholders) and support the functioning of the IWRM committee.

The external funding by the World Bank and the Canadian International Development Agency was managed by specific implementing agencies such as the PNIR National Coordination and CREPA-MALI (on behalf of the Mali Country Water Partnership) respectively. t. Annual and final audits were conducted in each case.

Between the end of external funding for PAGIRE development (2007) and obtaining new funds for its implementation, there was a transitional period during which the IWRM committee would have been ineffective if it had not benefited from the 'Financial support from the Malian government in 2007 to the tune of CFAF 50 million and in 2008 (CFAF 33.3 million).

FUNDING THE PAGIRE IMPLEMENTATION

A donors' round table on PAGIRE funding was held in Bamako, on February 19th, 2009¹. The partners agreed to provide technical and financial support to bring the resources necessary to implement the PAGIRE. The financing obtained was around 13 billion FCFA that is about 85% of the required budget. The remaining 15% will be funded by the Government of Mali.

The mobilization of funding is obtained to varying degrees: formal request from Partners (African Facility Water), assignment of identification or prior appraisal (Sweden, OMVS and WHO), the beginning of implementation for some activities for which funds were already obtained (the Netherlands and Denmark).

Bourama Traoré, Permanent Secretary CWP Mali

¹ GWP/WA through its Project for Improving Water Governance in West Africa funded by EU and GWP supported financially the organisation of the donors' roundtable



Le processus PAGIRE au Sénégal

Mame Dagou DIOP, membre du TEC GWP-AO et Ibrahima Mbodji, Secrétaire Exécutif PNE Sénégal

Introduction

A la suite du Sommet sur le Développement Durable en 2002, le Sénégal s'est engagé dans un processus d'élaboration d'un Plan d'Actions de Gestion Intégrée des Ressources en Eau avec l'appui financier de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI). Le Partenariat Mondiale de l'Eau (GWP) a accompagné techniquement la réalisation de ces plans au sein des pays bénéficiai-

res. Démarré en fin 2004, le processus d'élaboration d PAGIRE au Sénégal a connu plusieurs phases dont l'annexe 1 qui schématise les évènements les plus marquants. L'originalité du PAGIRE a été son processus participatif depuis le développement de la feuille de route jusqu'à sa validation.

Déroulement du processus

La phase d'Initiation a été marquée par le développement de la feuille de route sous l'appui du GWP/AO. La mise en place du cadre institutionnel du PAGIRE marque officiellement le démarrage du processus avec la mise en place du Comité de Pilotage, du Comité de Suivi et de l'Equipe du projet. Tout le processus a été géré par une Cellule de Coordination, appuyée au niveau régional par des points focaux. Des sessions de formation et sensibilisation ont permis aux différents acteurs de mieux maitriser le concept de GIRE, les objectifs du projet et l'approche pour conduire tout le processus. Cette approche organisationnelle a permis une

bonne animation du processus avec l'implication de divers acteurs.

La Phase d'analyse de la gestion des ressources en eau se caractérise par la forte participation des acteurs locaux dans les ateliers régionaux et départementaux de contribution. Ces acteurs ont pu échanger sur la problématique de la gestion des ressources en eau dans leur localité et proposer des orientations pour son amélioration. Cette phase a été conduite par les membres de l'équipe du PAGIRE appuyée des points focaux. Des études thématiques et des ateliers de partages avec des acteurs clés de la gestion de l'eau (réseaux et OMVS) ont permis de compléter les informations issues des différentes régions.

La Phase de Développement du Plan GIRE était animée par un comité de rédaction pluridisciplinaire. Les efforts d'implication des bénéficiaires ont été poursuivis avec l'ouverture à d'autres acteurs nationaux. La mise en cohérence des propositions locales a été réalisée lors de l'atelier national de partage des contributions régionales. Les ateliers de développement du plan ont permis de s'accorder sur les axes stratégiques et les propositions du cadre de mise en œuvre du PAGIRE. Un atelier de validation a permis de recueillir les avis sur la première mouture du document. Le Groupe de Référence du GWP y a apporté une contribution efficiente.

IWRM action plan (PAGIRE) process in Senegal

Mame Dagou DIOP, TEC member GWP-WA and Ibrahima Mbodji, Executive Secretary CWP Senegal

Introduction

Following the World Summit on Sustainable Development held in 2002, Senegal embarked on the process of developing an Action Plan for the Integrated Water Resource Management with funding from the Canadian International Development Agency (CIDA). The Global Water Partnership (GWP) provided technical support for the implementation of these plans in beneficiary countries. The action plan process started in late 2004 and went through several phases, of which Annex 1 depicts the most significant events. The originality of PAGIRE was its participatory process starting from the development of the roadmap up to its validation.

The Process

The initiation phase was marked by the development of the roadmap with the support of GWP / WA. The establishment of PAGIRE institutional framework marks the official start-up of the process with the creation of the Steering Committee, the Monitoring Committee and the Project Team. The whole process was managed by a Coordination Unit, supported at regional level by focal points. Training and awareness creation sessions made it possible for the various stakeholders to better understand the IWRM concept, the project objectives and approach for conducting the entire process. This organizational approach made for a good process with the involvement of various stakeholders.

The Phase of water resources management analysis is characterized by strong local actors' participation in regional and departmental contribution workshops. These actors were able to share views on the issue of water resource management in their localities and suggest guidelines for improvement. This phase was conducted by the PAGIRE team members supported by focal points. Thematic studies and information-sharing workshops with key actors in water management (networks and OMVS) made it possible to collate information from the various regions.

The IWRM Plan: Development Phase was led by a multidisciplinary editorial board. The efforts to involve the beneficiaries made the process opened to other national actors. Alignment of local proposals was achieved during the national workshop to share regional contributions. Workshops held in order to develop the plan led to agreement on the strategic priorities and proposals of the PAGIRE implementation framework. A validation workshop made it possible to gather opin-

La Phase de validation du PAGIRE a connu du retard. La validation a été faite lors d'une réunion du Comité de Pilotage en fin décembre 2007. Suite à cela, les projets prioritaires identifiés ont été développés et soumis à l'équipe du projet. Des outils de communications (dépliants sur le processus et le Plan d'action) ont été confectionnés et distribués aux acteurs ayant participé au processus.

La phase de Mise en œuvre du PAGIRE n'a pas attendu la fin du processus. Parallèlement au développement du Plan GIRE, le Gouvernement du sénégalais avait soumis un projet GIRE financé par la Facilité Africaine de l'eau. Ce projet s'inspire des propositions émises lors des différents nationaux. Par ailleurs, des actions contenues dans les projets prioritaires du PAGIRE (ex. Politique National zones humides, gestion des zones sensibles, eau et santé, implication des populations locales, etc. sont pris en compte dans les programmes en cours de certains partenaires (ex. CARITAS, UICN).

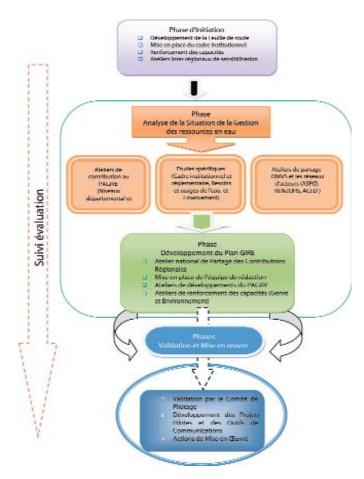
Leçons apprises et recommandations

La stratégie développée pour conduire l'élaboration du PAGIRE a montré son efficacité. Elle a abouti à des résultats consensuels qui s'expliquent par un processus participatif avec l'implication de différents acteurs à

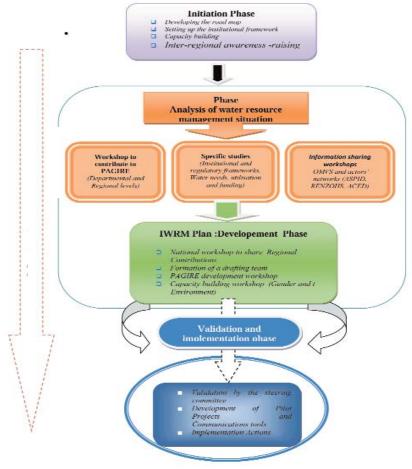
ions on the first draft of the document. The GWP Reference Group contributed efficiently.

The IWRM Plan: Validation Phase was delayed. The validation took place during a Steering Committee meeting in late December 2007. Following this, the priority projects identified were developed and submitted to the project team. Communication tools (leaflets about the process and Action Plan) were produced and distributed to the actors involved in the process.

The IWRM Plan: Implementation Phase started before the end of the process. At the same time as the development of IWRM Plan, the Government of Senegal submitted an IWRM project funded by the African Water Facility. This project builds on proposals made at various national workshops. Furthermore, actions contained in the IWRM Plan priority projects (e.g.: National Wetlands Policy, management of sensitive areas, water and health, involvement of local people, etc.. are taken into account in some partners' ongoing programs (e.g. CARITAS, IUCN).



Processus d'élaboration du Plan de Gestion Intégrée des Ressources en eau au Sénégal



Process for drawing up Integrated Water Resource Management Action Plan in Senegal

tous les niveaux géographiques, institutionnels et thématiques contribuant ainsi à prendre les bonnes décisions de gestion. Cette approche a été un bon cadre de négociation qui a permis aux acteurs nationaux et locaux de découvrir la GIRE et des défis du secteur de l'eau. Elle a abouti à un développement des capacités sur les enjeux de la GIRE, mais aussi sur les techniques d'animation et organisationnelles des membres des équipes. L'approche participative a été très bien appréciée par tous les acteurs qui ont affirmé leur adhésion au PAGIRE.

Aujourd'hui, le pari du gouvernement est de réussir la mise en œuvre du Plan GIRE. Pour cela, les recommandations convergent vers : Le renforcement de la communication autour du PAGIRE par l'édition des documents (PAGIRE, Etat des Lieux, etc.), leur traduction en langues nationales, la vulgarisation et l'information des acteurs sur le contenu et les prochaines étapes ;

La formalisation de l'engagement du Gouvernement sénégalais avec une campagne de plaidoyers auprès des ministères concernés, et l'adoption du document comme outil de politique du secteur de l'eau; Le soutien aux efforts locaux d'adhésion à la GIRE par le développement de plateformes d'acteurs à l'échelle locale et la démultiplication des sessions de sensibilisation sur la GIRE:



L'amélioration de l'efficacité de l'organisation du processus sur les aspects suivants : Coordination, suivi des actions, renforcement des moyens, partage de l'information et renforcement des capacités ;

Une meilleure adhésion du secteur privé et de la participation des femmes au travers des séances d'information très rapprochées. Il s'agira d'aboutir à leur implication effective et leur responsabilisation dans la gestion des ressources en eau à travers la mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation efficace;

Le financement du PAGIRE par l'inscription des actions du PAGIRE dans la Stratégie de Croissance et de réduction de la pauvreté, l'organisation d'une réunion avec les bailleurs de fonds, et le développement de synergies avec les initiatives en cours ou prévues.



Lessons learned and recommendations

The strategy developed to conduct the IWRM Plan development has showed its effectiveness. It has resulted in consensus-based outcomes which is understandable because of the participatory process with the involvement of different stakeholders at all geographic, institutional and thematic levels which thus helps make the right management decisions. This approach was an appropriate negotiation framework which made it possible for national and local actors to discover the IWRM and the water sector challenges. It led to capacity

building on the issues related to IWRM, but also on the presentation and organizational skills of the team members. The participatory approach was much appreciated by all the actors who declared their support to IWRM action plan.

Today, the challenge to be taken up by the government is to successfully implement the IWRM plan. To that end, the recommendations are focussed on:

Strengthening communication on IWRM action plan by publishing documents (PAGIRE, inventories, etc..), translating these

documents into national languages, informing stakeholders on the content and the way forward

Formalizing the Senegal Government commitment through advocacy towards the concerned ministries, and adopting the document as a policy tool for the water sector;

Supporting local efforts to get involved in the IWRM through the development of actors' platform at local level and the increase in number of awareness sessions on IWRM;

Improving the effectiveness of process organization on the following aspects: coordination, monitoring activities, improving the means, information sharing and capacity building;

Improving private sector involvement and participation of women through very frequent information sessions. This will lead to their effective involvement and empowerment in water resource management, through the implementation of an effective mobilization strategy;

The funding of PAGIRE by mainstreaming its actions into the Growth and Poverty Reduction Strategy; organizing a meeting with financial partners and developing synergies with ongoing or planned initiatives.

BÉNIN Plaidoyer GIRE au tour du barrage d'Okpara

Armand K. HOUANYE, Secrétaire Exécutif du PNE-Bénin Arnauld ADJAGODO, Assistant Technique au PNE-Bénin Aurore BIOKOU EGOUNLETY, Responsable à la Formation et à la Communication au PNE-Bénin Albert TONOUHEWA, Membre de la Commission Technique du PNE-Bénin

'Etat béninois a franchi un pas décisif vers le mode de gestion durable des ressources en eau avec l'adoption en 1998 de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en tant que seule approche de gestion desdites ressources. Malgré cette volonté clairement affichée, la gestion des bassins versants et des plans d'eau artificiels ou naturels qu'ils alimentent reste confrontée à d'énormes problèmes communs à la quasi-totalité des eaux de surface du Bénin. On peut citer entre autres nuisances la pollution par les intrants chimiques et les pesticides, la pollution par les déchets solides animaux et humains, l'envahissement par les végétaux flottants, l'érosion des bassins versants et le comblement des plans et cours d'eau. Ces nuisances prennent une connotation tout à fait particulière et deviennent très préoccupantes dans les régions du pays où l'approvisionnement en eau potable est difficile, voire impossible à partir des ressour-

ces en eau souterraines. C'est le cas dans la zone de socle qui couvre plus de 80% de la superficie du pays et où l'alimentation en eau potable des centres urbains et des centres de forte concentration humaine est assurée à partir des eaux de surface. La rivière Okpara, l'un des deux grands affluents du plus grand cours d'eau du Bénin, le fleuve Ouémé, et qui abrite la retenue d'eau portant le même nom "Okpara" est représentatif de cette problématique. L'enjeu qu'il y a à sauvegarder la rivière Okpara et la retenue d'eau qui alimente la ville de Parakou, 3ème grande ville du Bénin, a été perçu par le PNE-Bénin qui a su mobiliser les principaux acteurs du secteur de l'eau autour de la problématique.

Une situation inquiétante

Pour y parvenir, le PNE-Bénin et le Partenariat Local de l'Eau du Borgou, département qui abrite la retenue d'eau, ont dans un premier temps conduit une mission de prospection et d'inspection de l'ouvrage du 12 au 15 mai 2008. Ces pre-



mières investigations sommaires ont montré que l'ouvrage est de plus en plus ensablé et envasé au point d'avoir perdu près du tiers de sa capacité initiale. A cela, il faut rajouter la menace que constituent le phénomène érosif de plus en plus important à l'aval et l'envahissement du plan d'eau par les végétaux flottants qui rendent difficile et coûteux aussi bien le pompage que le traitement des eaux. De sérieuses inquiétudes planaient donc sur cette retenue qui joue un grand rôle dans la satisfaction des besoins domestiques, culturels et en produits halieutiques des riverains, dans la pratique du maraîchage, de l'élevage, de la teinture et dans la

IWRM Advocacy around the Okpara Dam in Benin!

Armand K. HOUANYE, Executive Secretary CWP-Benin Arnauld ADJAGODO, Technical Assistant CWP-Benin Aurore BIOKOU EGOUNLETY, Training and Communication Officer CWP-Benin Albert TONOUHEWA, member of the Technical Commission CWP-Benin

The Benin Government has made a step towards the sustainable management of the water resources by adopting the Integrated Water Resources Management (IWRM) in 1998 as the only approach in managing such resources. Despite this strong will, the management of watershed and man-made and natural water bodies they feed, still faces significant problem common to almost all surface waters in Benin. They include chemical and pesticide pollution, animal and human solid waste pollution, floating plants invasion, catchment basins erosion and water bodies and courses silting. These pollutions become particular and worrying in the regions of the country where water supply, from ground water resource, is difficult, if not impossible. This is illustrated by the baserock zone, covering 80% of the country and where drinking water is supplied to urban and highly populated areas, through surface water. The Okpara



construction. L'analyse des données recueillies laissait redouter des répercussions sanitaires et environnementales, en cas d'une éventuelle rupture de la retenue d'eau de l'Okpara, sur une population d'environ 200.000 habitants de la ville de Parakou qui ne dispose d'aucune source alternative pour s'alimenter en eau potable, en cas de crue exceptionnelle en 2008.

Le plaidoyer

Les éléments de base réunis ont permis au PNE-Bénin de construire un argumentaire cohérent et soutenu pour mobiliser la volonté politique requise en vue de sauver la retenue de l'Okpara et permettre aux populations de Parakou de sécuriser leur principale source d'approvisionnement en eau potable. Le plaidoyer orienté principalement vers le Gouvernement du Bénin à travers surtout le Ministère en charge de l'eau ainsi que les partenaires techniques et financiers, a bénéficié de l'appui du Partenariat Ouest Africain de l'Eau dont le Président en visite au Bénin en novembre 2008 a, ensemble avec les premiers responsables du PNE-Bénin, démontré au Ministre de l'Energie et de l'Eau, Monsieur Sacca Lafia, et tous les membres de son cabinet l'importance de l'initiative. En réponse au plaidoyer du PNE-Bénin, le Ministère a mis en place un Cadre de réflexion pour la gestion durable de la retenue de l'Okpara comprenant entre autres le Ministère de l'Eau, la Direction Générale de l'Eau (DGEau), la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB), la Direction Départementale des Mines de l'Energie et de l'Eau (DDMEE) du Borgou-Alibori, la Préfecture du Borgou-Alibori et le Partenariat Local de l'Eau du Borgou-Alibori, et le PNE-Bénin en tant que facilitateur.

Agir pour changer

Le cadre de réflexion a ensuite initié une étude qui a permis de disposer d'un ensemble de données socioéconomiques et techniques, d'apprécier l'état de dégradation et le comportement de l'ouvrage, et de proposer les mesures à mettre en place pour améliorer les conditions d'exploitation de l'ouvrage et de son bassin, en vue de garantir une gestion durable et concertée. Les résultats de ladite étude ont été présentés et amendés par les

participants au séminaire national tenu à Parakou du 11 au 13 décembre 2008, qui a connu la participation de plus de soixante dix participants venant des ministères, des collectivités locales, de la société civile et structures communautaires. Le tableau suivant renseigne sur les recommandations des participants au séminaire.

En ce qui concerne les modes de communication et la stratégie de mise en œuvre des conclusions du séminaire, les participants ont suggéré la mise en place d'un comité de suivi composé des représentants de la DGEau, de la SONEB, du PNE-Bénin, de la Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles (DGFRN), de la DDMEE, de la Direction Départementale de l'Environnement et de la Protection de la Nature (DDEPN) et, de la Direction Générale du Centre Régional pour la

Actions et mesures urgentes et immédiates

- Enlèvement des plantes aquatiques ;
- Exécution des travaux de réfection des ouvrages (évacuateur latéral, digue et pistes d'accès);
- Conduite des travaux de réfection de l'évacuateur latéral et de la digue.

Actions à court et moyen termes

- Réhabilitation de la digue de protection servant en même temps de piste pour relier Parakou à la ville frontalière du Nigéria sur toute la longueur de la crête;
- Délimitation du périmètre de protection immédiate ;
- Sécurisation du périmètre de protection immédiate.

Actions à long terme

- Matérialisation des 2^{ème} et 3^{ème} périmètres de protection ;
- Augmentation de la capacité de la retenue ;
- Mise en route du projet d'alimentation en eau potable de Tchaourou, Tchatchou, Kika et Kpassa;

waterway one of the two biggest tributaries of the Ouémé, the biggest river in Benin and which hosts the water reservoir named after it "Okpara", is an illustration of this problem. The challenge of protecting the Okpara River and the water reservoir supplying Parakou city, the 3rd biggest city in Benin, has been achieved by CWP-Benin which succeeded in mobilizing the main stakeholders of the water sector around the issue.

A WORRYING SITUATION

In order to succeed, CWP-Benin and the Local Water Partnership of Borgou, a district hosting the water reservoir, have initially conducted a survey and inspection mission to the site of the infrastructure from 12 to 15 May 2008. These preliminary investigations concluded that the infrastructure is more and more silting up and has lost third of its initial capacity. Besides this, there is the threat paused by the increasing upstream erosion and the floating plants invasion, making both water pumping and treatment difficult and expensive. There were serious concerns over this reservoir which is vital in meeting the needs of the riparian in household, cultural, fishery as well as market gardening, cattle breeding, dyeing and construction. The analysis of the collected data reveals that there would be possible health and environmental repercussions in case the reservoir breaks on an estimated population of about 200,000 inhabitants of Parakou, since no alternative drinking water supply source is available in case of extraordinary flood (2008).

Advocacy

The background elements collected helped the CWP-Benin to develop a coherent and consistent case to mobilize the political will required to safeguard the Okpara reservoir so as the population can secure their main drinking water supply source. The advocacy targeted mainly the Government of Benin through the Ministry in charge of water as well as donors, and was supported by Global Water Partnership West Africa whose chair, during his visit to Benin in November 2008, has jointly with the manager of CWP-Benin, revealed to the Minister of Energy and Water, Sacca Lafia, and his cabinet members the importance of the initiative. In reaction to the CWP-Benin advocacy, the ministry set up a framework to think on the sustainable management of the Okpara reservoir consisting of the Ministry of Water, the General Directorate of Water (DGEau), the National company for water supply (SONEB), the provincial directorate of mines, energy and water (DDMEE) fro Borgou-Alibori, the Borgou-Alibori Préfecture and the Local Water Partnership of Borgou-Alibori and the CWP-Benin as facilitator.

Action for Change

The reflexion framework then initiated a study that provided a certain number of socio-economical and technical data that helped assess the degradation and the condition of the infrastructure and propose measures to take in order to improve the use of the infrastructure and its basin to ensure a sustainable and joint management. The outcomes of this study were presented and amended by participants during the national seminar held in Parakou from 11 to 13 December 2008 and attended by more than seventy (70) stakeholders from Ministries, local governments, civil society and community organizations. The table below presents the recommendations made by the participants.

Regarding the means of communication and strategies to implement the outcomes of the



Promotion Agricole (DG/CeRPA) du Borgou-Alibori.

La visite de terrain organisée pendant le séminaire sur le site de l'ouvrage a permis aux participants en l'occurrence de constater le niveau critique de sa dégradation. Les partenaires techniques et financiers ayant également pris part au séminaire et à la visite de terrain ont aussi relayé le plaidoyer du PNE-Bénin vers le Gouvernement.

Au nombre des résultats importants de l'action du PNE-Bénin, on peut citer en autres :

l'inscription au budget de 2009 d'un premier montant de 170.000.000 FCFA (259.163 Euros) pour la conduite des études de base et d'un deuxième montant de 440.000.000 FCFA (670 776 Euros) pour la conduite des travaux de réhabilitation de la retenue d'eau. la mise en œuvre de travaux d'enlèvement mécanique et manuel des végétaux par la SONEB, le déplacement des maraîchers et agriculteurs installés aux abords de la retenue. Ainsi, en 2009 les études de base ont été menées et les travaux de réhabilitation du barrage ont atteint un bon niveau d'avancement constaté sur le terrain en octobre 2009 par les premiers responsables du PNE-Bénin.

L'action du PNE-Bénin autour de la retenue de l'Okpara a abouti à des résultats concrets qui renforcent la pertinence de la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes pour assurer la gestion durable du barrage de l'Okpara. Le PNE-Bénin a ainsi apporté une contribution bien appréciée de tous et du Gouvernement du Bénin pour le développement et la territorialisation de la GIRE au Bénin, une préoccupation permanente du GWP. Il demeure le principal facilitateur auquel les différents acteurs font recours en cas de blocage du processus.

Urgent and Immediate Measures

- Clearing aquatic plants;
- Implementation of rehabilitation work of the infrastructures (lateral channel spillway, embankment and access roads);
- Performance of rehabilitation work of the lateral channel spillway and the embankment

Short and Medium Terms Actions

- Rehabilitation of the protection bank to be used also as an access road from Parakou to the border city of Nigeria all along the watershed;
- Marking the boundaries of the close protection area;
- Securing the close protection area;

Long Terms Action

- Marking the 2nd and 3rd protection areas;
- Increase the capacity of the reservoir;
- Initiate the drinking water supply project of Tchaourou, Tchatchou, Kika and Kpassa;

otection area; Tchatchou, Kika and Kpassa;

seminar, the participants suggested the setting up of a monitoring committee compsed of representatives from DGEau SONEB, CWP-Benin, General Directorate of Forestry and Natural Resources (DGFRN), DDMEE, Provincial Directorate of Environment and the protection of Nature (DDEPN) and, General Directorate of the regional center for the promotion of (DG/CeRPA) of Borgou-Alibori.

The field visit organized during the seminar on the site of the infrastructure helped the participants namely to realize the significant level of degradation. The donors attending the seminar also echoed the CWP-Benin advocacy before the Government.

The significant results achieved by CWP Benin include among others: the allocation of 170,000,000 FCFA (Euros 259,163) from the 2009 budget, to conduct baseline studies and 440,000,000 FCFA (Euros 670,776) to the rehabilitation works on the water reservoir, mechanic and manual vegetal clearance by SONEB, resettlement of the market gardeners and farmers settled around the banks of the reservoir. Hence, in 2009 the baseline studies were conducted and the rehabilitation work of

the dam has made good progress on the field in October 2009 which the leaders of CWP-Benin witnessed.

The CWP-Benin activities around the Okpara reservoir led to concrete results which strengthen the relevance of the stakeholders' mobilization to ensure a sustainable management of the Okpara reservoir. The Benin CWP made a contribution appreciated by everyone and the Government to the development and territorialization of the IWRM in Benin, which is a permanent concern for GWP. The CWP is the main facilitator to whom the other stakeholders resort to whenever the process faces obstacles.

L'eau dans les programmes de l'enseignement primaire: une initiative du PNE Bénin

a promotion de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) passe par l'internalisation de bonnes pratiques de gestion et d'utilisation des ressources par l'ensemble des parties prenantes. La prise en compte des enfants, en l'occurrence ceux du monde scolaire où il est aisé de toucher une frange non moins négligeable de cette catégorie de partie prenante, s'avère indispensable pour inscrire le changement de comportements, déterminant pour la GIRE dans la durabilité. En effet, les jeunes enfants sont des vecteurs de vulgarisation efficace dans une collectivité ; en ce sens que ce qu'un enfant reçoit comme éducation, il la diffuse autour de lui, gagnant ainsi progressivement toute la communauté. C'est fort de cela que le PNE-Bénin, dont la mission principale porte sur la promotion de la GIRE au Bénin, s'investit depuis 2005 dans la mobilisation des acteurs du monde scolaire à travers le développement d'un processus d'intégration des questions liées à l'eau dans les programmes d'enseignement du primaire.

Un manuel scolaire

Le processus porté par le PNE-Bénin et son partenaire traditionnel l'ONG Internationale belge PROTOS a pris corps en 2005 avec l'édition du manuel scolaire intitulé « l'eau, l'hygiène, la santé » destiné aux élèves et



Les enseignants prenant part à la session de formation Teachers Participate in Training Session

enseignants des classes des Cours Moyens 1 et 2 (CM1 et CM2) de l'Enseignement Primaire dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de l'Eau du 22 mars 2005. En 2006 ce manuel a été actualisé puis validé par les responsables pédagogiques du système éducatif (Inspecteurs de l'Enseignement primaire, Directeurs d'écoles, Conseillers pédagogiques et Instituteurs, ainsi que d'autres personnes ressources du système). Il s'en est suivi l'étape de marketing et de promotion dudit manuel auprès des premiers responsables du Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire, et



Case study: Water in the school curriculum, a CWP initiative in Bénin

Promoting integrated water resources management (IWRM) requires adoption of the best practices of water management and use by all the stakeholders. Taking children into account, namely school children, proves crucial to achieve the behavioral change which is critical for the sustainability of IWRM. In fact, young children are efficient popularization actors in a community; since children spread gradually within the entire community what they learn. Hence, CWP-Benin, whose mission relates to IWRM promotion in Benin, is committed since 2005 to mobilize school stakeholders through the development of a process to integrate water related issues into the primary education curricula.

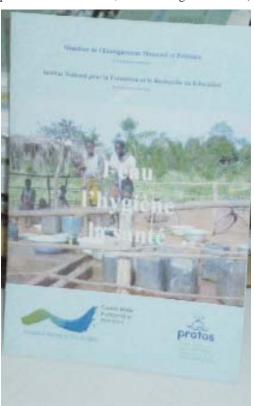
School Manual

The process promoted by CWP-Benin and its partner PROTOS, a Belgium international NGO, started in 2005 with the publication of the school manual entitled: « Water, Hygiene,

 $Health^{I}$ » intended for pupils and teachers of grade 5 and 6 (CM1 and CM2) of the primary education as part of the celebration of the World Water Day 22 March 2005. In 2006, the manual was updated and validated by the relevant education system authorities (primary education inspectors, school headmasters, teaching advisors as well as other educational resource persons). This was followed by a marketing and promotion of the manual among the management of the Ministry of Nursery and Primary Education and the 2008 edition of the updated manual was prefaced by the Minister. An agreement was signed between the Ministry in charge of primary education and CWP-Benin, to experiment the manuals in pilot classes the same year, , so as to integrate the notions developed in the manual in the teaching curricula in grade 5 and grade 6 (CM1 and CM2). CWP-Benin's collaborator in conducting the test in CWP-Benin is the National Institute for Training and Research (National Institute for Training

l'édition en 2008 du manuel actualisé préfacé par le Ministre. Une convention de partenariat pour l'expérimentation du Manuel dans des clases pilotes a été signée la même année entre le Ministre en charge de l'enseignement primaire et le PNE-Bénin, en vue de l'intégration des notions développées dans le manuel dans les curricula des programmes d'enseignement de classes CM1 et CM2. L'interlocuteur du PNE-Bénin pour la conduite de l'expérimentation au PNE-Bénin est l'Institut National pour la Formation et la Recherche en Education (INFRE).

Le processus de promotion démarré en 2005 à travers la mise en œuvre du Programme Partenariat pour le Développement de l'Eau en Afrique (PAWDII), et le soutien financier et technique de PROTOS, se poursuit actuellement, avec l'exécution du Programme Pluriannuel pour l'Eau et l'Assainissement (PPEA), dans 24 classes de 12 écoles pilotes dans chacun des 12 départements du Bénin. Des plans d'actions ont été élaborés et validés, les documents d'accompagnement à savoir, Guides Pédagogiques de l'Enseignant infusés avec le contenu du manuel, et les planches illustratives, ont été également



Manuel scolaire l'eau, l'hygiène et la santé Water, Hygiene and Health School Manual

and Research in Education) (INFRE).
The promotion process started in 2005
through the implementation of the Partnership
for Africa's Water Development (PAWDII),
with the financial and technical support from
PROTOS, is still underway with the imple-

développés pour soutenir le processus. De part ce processus, le PNE-Bénin a contribué au renforcement des capacités de 70 acteurs du corps enseignant du primaire composé d'Inspecteurs, de Conseillers Pédagogiques, de Directeurs d'écoles et d'Instituteurs, sur l'appropriation du contenu du manuel et des guides pédagogiques conçus ainsi que le déroulement des Situations d'Apprentissage en classe (photo 1 et 2). Au cours de l'année scolaire 2008-2009, l'expérimentation (Photo 3) s'est déroulée dans toutes les écoles retenues. Chacune des classes d'expérimentation a reçu un lot de cinquante (50) manuels scolaires accompagné d'un jeu de fiches illustratives et de guides pédagogiques. A ceci s'est ajouté un dispositif d'équipement d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement comprenant pour chaque classe, un poste d'eau potable muni d'un support, trois (03) seaux d'eau munis de couvercle pour le stockage de l'eau potable dans les classes, trois (03) cuvettes pour le lavage des mains et six

de suivi-évaluation du processus ont fait l'objet d'appréciation et de validation par l'ensemble des acteurs du dispositif de mise en œuvre le 28 septembre 2009.

(06) gobelets. Les résultats des missions

La deuxième année d'expérimentation du processus préalable à la généralisation de l'utilisation du manuel scolaire a démarrée en Octobre 2009, avec la session de ren-

mentation of the Multi-annual Program for Water and Sanitation (PPEA) in 24 classes of 12 pilot schools in each of the 12 departments of Benin. Action plans have been developed and validated, supporting documents including the Teachers' Guides with input from the content of the manual, and demonstration blocks have also been developed to support the process.

The CWP-Benin, through this process, has built the capacities of 70 primary school teaching staff consisting of inspectors, Teaching Advisors, school headmasters and teachers regarding mastering the content of the manual and teaching Guides developed as well as the proceeding of the Learning Situations in class.

In 2008-2009 school year, the test (Photo 3) was conducted in all the selected schools. Each of the experimenting class was given a set of about fifty (50) school manuals together with a set of demonstrative forms and teaching guides. In addition, a drinking and sanitation water supply device was given consisting, for each class, of supported drinking water post, three (3) covered



Le recueil des meilleurs sketchs et dessins primés en 2007 Collection of best texts of sketches and drawings rewarded in 2007 (5)

forcement de capacité des enseignants.

Des BD et jeux-concours

En accompagnement au processus, le PNE-Bénin a développé une série de bandes des-

water buckets to store water in classes, three (3) bowls for hand washing and six (6) cups. The outcome of the process monitoring missions have been reviewed and validated by all the stakeholders involved in the implementation on 28 September 2009.

The second year of the experimenting process, prior to the extension of its use, started in October 2009, with the teachers' capacity building session.

Cartoons and Games-Contest

As a support to the process, CWP-Benin has developed a series of cartoons entitled "Houéfa Adventures" (les Aventures de Houéfa) (Photo 4) that regularly at each issue addresses an aspect of issues related to water in Benin. Currently, four issues have been published in eight thousand (8,000) copies and distributed to children on various occasions and also in schools. To assess the level of ownership of children of the content of the manual and the cartoons, the CWP organizes every year games-contest on water including activities like drawings and sketches. The winners of these game-contests selected from the 12 departments of Benin participate in a

sinées intitulée « les Aventures de Houéfa » (photo 4) qui traite à chaque parution d'une facette des questions liées à l'eau au Bénin. Actuellement quatre numéros ont été édités en huit mille (8000) exemplaires et distribués aux enfants à diverses occasions et aussi dans les écoles. Pour évaluer chez les enfants le niveau d'appropriation du contenu du manuel et de ces bandes dessinées, le PNE organise annuellement des jeuxconcours sur l'eau, prenant en compte des disciplines de dessins et de sketchs, permettant d'évaluer leur niveau de connaissances sur les questions liées à l'eau. Les lauréats de ces concours sélectionnés au niveau des 12 départements prennent part à une phase nationale de sélection du lauréat par discipline.

Avec ces jeux-concours les enfants se sensibilisent et contribuent à la mise en place de supports et d'outils de sensibilisation de leurs pairs sur la problématique de l'eau et les pratiques à promouvoir en matière de gestion et d'utilisation rationnelles de l'eau. Un recueil des meilleurs textes de sketchs et de dessins a été édité en 2008 avec le financement de la GTZ.

Les résultats obtenus de la première année de l'expérimentation conduite au CM1 sont globalement satisfaisants. Le niveau de performance atteint par la plupart des enseignants expérimentateurs augure d'un espoir quant à l'atteinte des objectifs pédagogiques aux termes du processus. La nette démarcation entre le niveau de connaissance et les comportements des apprenants des écoles



Une séance d'exploitation du manuel en classe par les enfants A Session on the Use of the Manual by Children in Class

expérimentales et ceux des écoles témoins, confirme que les informations sur cet aspect du programme d'études manquent au grand nombre. Cela justifie de l'opportunité de l'introduction du manuel « l'eau, l'hygiène, la santé » à l'école. Cette performance réalisée par les apprenants dénote de la qualité des guides, donc de la méthodologie mise en

place.

Actuellement, deux nouveaux projets permettent l'extension du processus dans d'autres écoles, il s'agit du Multi Years Program (MYP) et le projet « Gouvernance locale de l'Eau au Bénin (GLeauBe) soutenus par l'ONG Belge PROTOS.



national level selection of the winner per discipline.

Through these game-contests, children get mobilized and contribute to develop peer sensitization tools and means on water issues and

practices to encourage in rational water management and use. A collection of best texts of sketches and drawings was published in 2008 with the financial support from GTZ.

The results achieve during the first year of the

experimentation in grade 5 are satisfactory as a whole. The level achieved by most of the experimenting teachers shows that there is some hope as to achieving the objectives at the end of the process. The clear difference between the knowledge level and behavior of learners from experimenting schools and those from control school is evidence that information on this aspect of the program is needed for a great number. This is a rationale for introducing the "Water, Hygiene and Health" manual at school. This performance by the learners demonstrates the quality of the guides, hence the methodology adopted.

Currently, two new projects are helping in the extension process in other schools. They are the Multi Years Program (MYP) and « local Governance of water in Benin the project (GLeauBe) supported by PROTOS, the Belgium NGO.

¹ It is published in French under the title « L'Eau, l'hygiène, la santé"

Le PAGIRE et l'expérience capverdienne

Par: António Pedro BORGES, Président de l'INGRH¹ du Cap Vert

Le contexte et la caractérisation physico-climatique

Le Cap Vert est, à coup sur, le pays le plus sec de toute l'Afrique de l'Ouest, avec une précipitation moyenne de l'ordre de 230 mm/an concentrée dans le temps et l'espace, un régime torrentiel de pluies, une très faible couverture végétale, une très forte érosion et des niveaux élevés de transport solide. Cette situation découle aussi de la nature accidentée de la morphologie du pays, caractéristique des régions archipélagiques d'origine volcanique.

Pour empirer la situation, les niveaux d'évaporation sont très importants aussi et les taux d'infiltration sont faibles.

Il n'y a donc pas des ruissellements superficiels pérennes et la plupart de l'eau utilisée pour les différents usages provient de **l'exploitation des nappes souterraines**, à travers des forages de grande profondeur, des puits creusés et des sources et galeries drainantes.

Institut National pour la Gestion des Ressources
 Hydrauliques du Cap Vert





The IWRM Action Plan and the experience of Cape Verde

By: António Pedro BORGES, President of the INGRH in Cap Verde¹



Background and physico-climatic characterization

Cape Verde is certainly the driest country in West Africa, with average rainfall of about 230mm/year, largely torrential and concentrated in time and space. The country has a very poor plant cover, experiences very severe erosion and high levels of sediment transport. Such a situation is also due to the uneven character of the country's morphology, which is typical of archipelagic regions of volcanic origin

The situation is worsened by very high levels of evaporation and extreme rates of infiltration. There is therefore no perennial surface runoff and most of the water used for various purposes comes from tapping of underground water, by the means of deep water wells innovative drain galleries.

This result is a structural shortage of water

resources, which in turn limits the country's development, and making the search for alternative sources of water supply for consumption and for economic activities, (especially agriculture, industry and tourism) mandatory. In response to this need, Cape Verde has undertaken the desalination of sea water which is presently the most important source of fresh water supply in urban areas and already represents about 25 to 30% of all the water that is produced and distributed to at least four out of the 9 inhabited islands of the country.

Why the underground water gamble?

Historical, financial and technical reasons explain that throughout its 34 years of independence, the country did not sufficiently develop surface waters and concentrated its efforts in developing underground water sources.

Actually, at independence in 1975, there was an institution called BAS – Brigade of underground waters which, after a long period of drought, started implementing a drilling programme with a hammer type borehole drill.

¹ The National Institute for the Management Water Resources of Cape Verde

De cette situation, résulte un manque structurel des ressources hydriques ce qui conditionne le développement du pays et incite à la recherche des sources alternatives d'approvisionnement en eau pour la consommation et pour les activités économiques, notamment l'agriculture, l'industrie et le tourisme

C'est ce besoin qui fait qu'actuellement au Cap Vert le desssalement de l'eau de mer est la plus importante source d'approvisionnement de l'eau potable des centres urbains et représente déjà autour de 25 à 30 % de toute l'eau produite et 100 % de l'eau desservie à au moins quatre des 9 îles habitées du pays.

Pourquoi le pari dans les eaux souterraines ?

Des raisons historique, financière et technique expliquent que pendant ces trois décennies d'indépendance, le pays n'ait pas valorisé suffisamment les ressources superficielles et ait concentré ses efforts dans la valorisation des ressources souterraines.

En effet, à l'aube de l'indépendance en 1975 il y avait un service qui s'appelait BAS - Brigade des Eaux Souterraines - qui à la

suite d'une période prolongée de sécheresse s'est mis à exécuter un programme de perforation avec une sondeuse à marteau fond de trou. En plus de faciliter l'accès de l'eau pour la population, cela a permis de créer une compétence locale en formant des sondeurs et un personnel performant dans l'installation des pompes immergées d'axe verticale et l'exploitation des eaux souterraines. En plus, les investissements nécessaires pour la réalisation des forages et le temps pour mobiliser l'eau pour les populations sont toujours beaucoup plus modestes et accessibles que ce qu'il aurait fallu pour construire

toujours beaucoup plus modestes et accessibles que ce qu'il aurait fallu pour construire des infrastructures complexes et demandant des ressources financières très élevées comme des barrages, par exemple. Le Cap Vert a d'ailleurs inauguré son premier barrage il y a juste trois ans et dont la construction s'est appuyé sur le concours technique et financier de la RP de la Chine.

Il faut souligner que les pentes très élevées, favorisant l'érosion, le transport solide et l'envasement, ainsi que le manque de cadres techniques spécialisés dans l'hydrologie de surface n'ont guère aidé à la généralisation de ces types d'ouvrages.

Travaux de CSA, Conservation des Sols et de l'Eau, pour contrôler l'érosion des pentes CSA works, Soils and water conservation to control slopes erosion

Besides facilitating access to by much of the population, this developed local capacity building through the training of drillers and an efficient workforce to install centrifugal submersible borehole pumps and tap underground water.

In addition, necessary investments to sink boreholes and the time it takes to mobilise water for the communities are always more moderate and more affordable than the huge financial resources required for the construction of complex infrastructure, such as dams. Thus, it was only three years ago that Cape Verde launched its first dam, which was constructed with the technical and financial support of the people's Republic of China.

The limits of ground water

Failure to promote the development of surface water to a desired level over so many years is undoubtedly a weakness of the country's system. Such undue concentration on groundwater development has had its adverse consequences.

Firstly, over-exploitation of underground waters, mostly on the Santiago Island, where the phenomenon of saline intrusion is already

Les limites des eaux souterraines

On peut considérer, néanmoins, que la non valorisation des eaux superficielles au niveau de ce que serait souhaitable, pendant toutes ces années, constitue un point faible du système du pays.

D'abord, parce qu'on s'approche inexorablement vers la limite de l'exploitation des eaux souterraines, principalement à l'île de Santiago oú le phénomène de l'intrusion saline due à la surexploitation des nappes phréatiques souterraines constitue déjà une réalité visible avec des répercussions très graves (dégradation de la qualité de l'eau et salinisation des sols agricoles). Deuxièmement, parce que, en dépit du régime torrentiel des pluies, différentes études² indiquent que le potentiel de l'exploitation des eaux superficielles représente trois fois plus que celui des eaux souterraines (180 millions de mètres cubes contre 60 millions de mètres cubes).

Un autre indicateur de la limite de l'exploitation des nappes phréatiques est la diminution progressive des débits des forages et la dégradation de la qualité de l'eau mesurée par l'augmentation de sa conductivité électrique et donc de présence de chlorure de sodium (intrusion saline).

² BURGÉAP (1984), PNUD et JICA

a visible reality has very serious consequences (decline of water quality and salting of agricultural lands). Secondly, in view of the torrential rains, several surveys² indicate that the potential of the exploitation of surface water is three times more than that of underground waters (180 millions cubic meters against 60 millions cubic meters).

Another indicator of the limit of the exploitation of underground water is the gradual decrease in the yield of boreholes and the decline of water quality measured by the increase of its electrical conductivity which indicates the presence of sodium chloride (saline penetration)

Alternatives to underground waters

Confronted with the decline of the quality of underground water, due to the saline penetration phenomenon, or just its absence on some of the islands, sea water desalination has been the alternative adopted by the Capeverdian authorities, to meet the demands for drinking water.

Thus on some islands, such as São Vicente and Sal which are now supplied solely with desalt-

² BURGÉAP (1984), PNUD and JICA

Les alternatives aux eaux souterraines

Devant la dégradation de la qualité de l'eau souterraine due au phénomène de l'intrusion saline ou son absence tout court dans certaines îles, l'alternative trouvée par les autorités capverdiennes pour répondre aux besoins d'approvisionnement en eau potable a été le desssalement de l'eau de mer.

En effet, dans certaines îles comme São Vicente et Sal qui sont desservies actuellement à cent pour cent par l'eau dessalée de la mer, même avant l'indépendance du pays en 1975 il existait déjà des installations d'osmoses inverse et compression de vapeur.

Au delà des îles dont les ressources sont pratiquement inexistantes et donc la seule alternative est le recours au dessalement de l'eau de mer, du à l'intrusion saline, les Villes de Porto Novo à Santo Antão et Santa Cruz à l'île de Santiago viennent d'être dotées d' unité de production de 500 m3/jour chacune. Le cadre suivant montre quel est le rôle du dessalement dans l'approvisionnement en eau de quelques îles et villes :

En dépit du cadre de pénurie naturelle pré-
sentée, le taux d'accès à l'eau potable au
Cap Vert est d'environ 90 %, d'après les
récentes enquêtes de l'Institut National de
Statistiques. ³

La politique de l'eau

Le Cap Vert a déjà atteint les ODM relativement à beaucoup d'indicateurs de développement économique et social et notamment dans ce qui concerne la desserte de l'eau potable, en dépit des conditions naturelles très adverses.

Ceci tient à trois raisons principales :

 Construction d'un cadre légal et institutionnel qui a évolué et accompagné les changements et les nouveaux défis du secteur;

En effet, le pays dispose d'un Code de l'Eau depuis 1984 mais qui a été changé en 1999 pour permettre l'entrée du secteur privé dans la production et simultanément la régulation économique.

La définition claire des attributions des différentes institutions qui opèrent dans le secteur de l'eau qui est de domanialité publique, selon le Code de l'Eau.

- Le Cap Vert a élaboré son Plan Directeur des Ressources Hydriques (1994-2005), ainsi que la 'Vision Nationale sur l'Eau, la Vie et l'Environnement à l'horizon 2025'.⁴.
- Attribution d'un statut prioritaire au secteur de l'eau avec la correspondante affectation des ressources financières.
- Choix du secteur de l'eau comme un des axes prioritaires de la politique de coopération bilatérale et multilatérale, faisant de l'eau le secteur de concentration de l'aide de beaucoup de partenaires du développement du Cap Vert.

Tous les grands documents d'orientation politique, que sont les Grandes Options du Plan, les Programmes successifs du Gouvernement, le Document Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSCRP), etc, ont toujours préconisé une attention très poussée au secteur de l'eau, dont les grandes orientations de politique sont définies et pilotées par le Conseil National de l'Eau, (CNAG) qui est un organe interministériel (cinq ministres) dépendant du Conseil des Ministres.

Il faut aussi souligner le rôle très positif joué par les Services Autonomes de l'Eau et Assainissement (SAAS) des Mairies Rurales dans la gestion des unités de production qui

³ QUIBB, 2007 realisé par l'INE ⁴ Document 'Visão Nacional sobre a Água, a Vida e o Ambiente No horizonte 2025', Praia, Février 2000

Iles et locaux	São Vicente	Ville de Praia	Ile de Sal	Ile de Boavista	Ile de Maio
Pourcentage de l'eau dessalée dans l'appr.	100	75 à80	100	100	95

ed sea water, even before the country's independence in 1975, through reverse osmosis and vapor compression technologies already existed.

Apart from the islands, where other water resources are almost nonexistent, and where the only viable alternative is resorting to the desalting of sea water, , the Porto Novo city in Santo Antão and Santa Cruz on the Santiago Island have just been equipped with a 500 m^3 /day production unit each.

The table below shows the role of desalination in water supply in some of the islands and towns:

The water policy

Cape Verde has already achieved the MDGs with respect to many socioeconomic development indicators, especially regarding drinking water, despite the very adverse natural conditions.

This is due to three main reasons:

Development of a legal and institutional framework which evolved and supported the changes and new challenges of the sector.

In actual fact, since 1984 the country has a Water Code, which was changed in 1999 to allow for the entry of more private sector

Islands and premises	São Vicente	Praia city	Sal Island	Boavista Island	Maio Island
Approximate per- centage of desal- ted water	100	75 to 80	100	100	95

Despite the background of natural shortage that is presented, the rate of access to drinking water in Cape Verde is about 90%, according to the recent surveys of the National Institute of Statistics.³

organisations into production and at the same time into economic regulation.

There was a clear definition of the functions and responsibilities of the various institutions operating in the water sector, which relates to public property according to the Water Code. Cape Verde developed its Management Plan of Water Resources (1994-2005), as well as the "National Vision on Water, Life and Environment – by the year 2025".⁴.

Granting a priority status to the water sector with the corresponding allocation of financial resources.

Choosing the water sector as one of the priority areas of bilateral and multilateral cooperation policy, establishing water as sector of preference for assistance from many development partners of Cape Verde.

All the major documents of policy thrust, namely The Main Options of the Scheme, the successive programmes of the Government, the strategic document for growth andpowerty alleviation (DSCRP), among others, have always recommended that a keen consideration be given to the water sector, the broad policy orientations of which are defined and run by the National Council of Water, (CNAG), an inter-ministerial body (including five ministers) under the control of the Council of Ministers.

One must also underline the very positive role played by the, Autonomous Water and Sanitation Services (SSAS) of rural town halls,

³ QUIBB, 2007 developped by INE

⁴ Document entiltled 'Visão Nacional sobre a Água, a Vida e o Ambiente No horizonte 2025', Praia, February 2000

sont mises à disposition par les services compétents de l'État (INGRH) pour la production et distribution de l'eau à la population, notamment dans le milieu rural.

Actions en cours et perspectives

5.1 Au niveau institutionnel - Le PAGIRE Le Gouvernement a assumé la réalisation du PAGIRE puisqu'il a établit dans son programme pour 2006-2010 que «un besoin objectif pour doter le pays d'un instrument de planification, de décision opportuniste et d'affectation des ressources matérielles, financières, humaines et institutionnelles qui associe la volonté de tous les partenaires (opérateurs, utilisateurs, planificateurs, régulateurs, environnementalistes, éducateurs, etc.) dans la solution des problèmes liés à la gestion des ressources hydriques.»⁵.

Processus d'élaboration du Plan GIRE

La réunion de **lancement GIRE** s'est tenue en novembre 2005, à la suite d'une visite exploratoire conjointe du GWP et du PAWD et la discussion avec les autorités capverdiennes de la pertinence de l'abordage GIRE.

En fait, le compromis capverdien était plutôt la formalisation de l'adoption d'une vision politique, qui, d'une manière empirique, était en train d'être appliquée.

Réalisation de l'étude de faisabilité de

in the management of production units which are provided by the relevant public administrations (INGRH) for the production and distribution of water to the population, especially in rural areas.

Current actions and prospects

- At institutional level – The IWRM Action Plan

The Government accepted the implementation of the IWRM Action Plan because it states in its 2006- 2010 programme that «an objective need to provide the country with a tool for planning, opportunistic decision and for the allocation of material, financial, human and institutional resources, which takes into account the will of all the stakeholders (operators, users, planning officers, regulatory bodies, environmentalists, educators, etc.) in solving problems related to the management of water resources.»⁵

IWRM Plan elaboration process

A meeting to launch the IWRM was held in November 2005, after a joint visit from the GWP and PAWD and discussions with the Cape Verdian authorities on the relevance of adopting the IWRM process and practice.

création d'une association qui regroupera tous les acteurs de l'eau dans le pays.

Atelier national de démarrage: Les acteurs de l'eau au Cap vert ont été conviés à un atelier, du 30 au 31 Mai 2006, afin de discuter et approuver les documents de base de l'élaboration du PAGIRE. Il s'agissait de créer les conditions pour avoir une réelle participation des acteurs durant tout le processus du projet. La rencontre a vu la participation de 33 institutions publiques et privées y compris les municipalités, les ONG liées au secteur de l'Eau au Cap Vert. A l'issue de l'atelier, la décision a été prise de créer le Partenariat National de l'Eau au Cap Vert (PNE - Cap Vert).

D'ailleurs, le Gouvernement a salué la création du PNE-Cap Vert qui devra permettre « le renforcement de la participation de la société civile dans les décisions liées directement ou indirectement au secteur de l'eau...»

Mise en place de l'équipe : la décision de mise en place d'une Équipe pluridisciplinaire pour le Projet PAWDII- CV fut publiée dans le Journal Officiel N° 27, I Série, du 23 Juillet 2007⁷ Elle est l'émanation d'une décision conjointe, prise par la Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture, et la Ministre des Finances et de l'Administration

Publique. L'équipe était composée par:

- ° Le Président de l'INGRH / Directeur National du projet ;
- ° Le Coordinateur National/Économiste;
- ° Un Spécialiste en Économie;
- ° Deux Spécialistes en Hydrologie;
- ° Un Spécialiste en Hydrogéologie;
- ° Un Spécialiste en Communication;
- ° Un Juriste.

L' Atelier national sur l'approche méthodologique a ensuite été organisé pour discuter et socialiser la méthodologie GIRE dans l'élaboration du PAGIRE. Durant les travaux, les participants ont discutés sur plusieurs thématiques, dont :

- L'approvisionnement en eau
 /Assainissement et Aménagement du territoire ;
- ° L'agriculture / Sylviculture et Environnement:
- ° L'éducation, Science et Culture;
- ° L'industrie et Services;
- ° La pauvreté, l'emploi et le genre;
- ° Les mécanismes de financement, et le cadre juridique institutionnel.

Draft du Plan d'action de gestion intégrée des ressources en eau, document présenté le 16 Janvier 2009,
 V. Communiqué de presse du 20 Mars 2007,
 site de l'INGRH

7 Tire des Termes de références de l'Atelier de Validation du Plan d'action et de gestion intégrée des ressources en eau



Actually, the Cape Verdian compromise was rather the adoption of a political vision, which, empirically, was being implemented as follows:

Conduct the feasibility study to set up an association which will bring together all the stakeholders of the water sector at country level;

Start up National workshop: Water stakeholders in Cape Verde were invited to a workshop from 30th to 31st May 2006, to discuss and adopt the working documents for the development of the IWRM Action Plan. The objective was to create conditions to get an actual participation of stakeholders throughout the entire process of the project. The meeting was attended by all the 33 public and private institutions including municipalities as well as the NGOs related to the water sector

in Cape Verde. At the end of the workshop, a decision was taken to create the Country Water Partnership in Cape Verde (CWP- Cape Verde).

Actually the Government welcomed the creation of the CWP- Cape Verde which should facilitate « the reinforcement of the participation of the civil society in decisions directly or indirectly related to the water sector...». Setting up the team: the decision to set up a

Setting up the team: the decision to set up a multidisciplinary team for the PAWDII- CV Project was published in the Journal Officiel N° 27, I Série, of 23rd July 2007. (Government publication listing new acts, laws, etc.). It is the emanation of a joint decision signed by the Minister of the Environment and Agriculture, and the Minister of Finance and Public Administration. The team was composed of:

Pendant la phase d'élaboration du PAGIRE, plusieurs **ateliers thématiques** ont été réalisés sur :

- ° La révision de la Législation des Ressources en eau ;
- ° Le système d'information de l'Eau (SNIÁGUA);
- ° Le système de financement et coût du secteur;
- L'intégration du genre et la lutte contre la pauvreté dans la gestion intégrée des ressources hydriques;
- ° La révision des normes de qualité de l'eau.

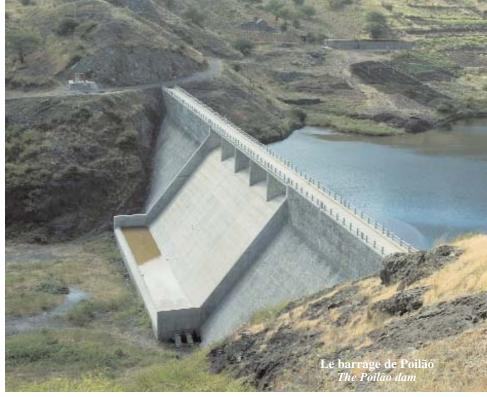
Le draft du Document a été présenté lors d'un atelier national tenu le 16 Janvier 2009 et après l'intégration des contributions de ce dernier exercice participatif, il est en voie d'être finalisé et imprimé.

On s'attend qu'avant la fin de l'année 2009 et une fois transmis au Gouvernement le Document de PAGIRE sera adopté officiellement avant qu'on fasse sa diffusion au sein des institutions et partenaires.

- Perspectives

Une fois le document validé, il est prévu avec l'appui technique et financier du PNUD d'organiser une table ronde des bailleurs de fonds dans la perspective de mobiliser des ressources financières qui permettront de mettre en œuvre le PAGIRE.

Ainsi, les grands investissements dans les secteurs Energie, Eau et Assainissement sont prévus dans le cadre d'un Programme qui sera supporté par la Banque Mondiale, la



BAD et la Coopération Japonaise

En ce qui concerne l'eau nécessaire à l'augmentation de la production agricole, la politique nationale se tourne vers les investissements dans des ouvrages de mobilisation d'eau marginale et d'eau de surface.

Dans ce sens, les autorités du pays essaient de mettre en œuvre un programme à moyen et long terme avec la BAD pour la construction d'une série de barrages, comme celui de Poilão, déjà référé (Voir Photo), visant l'augmentation de la surface irriguée et la production agricole dans le cadre de la lute contre la

pauvreté.

Dans ce même but, plusieurs bassins versants ont été étudiés et les projets d'aménagement et de valorisation de deux bassins hydrogéologiques, comme ceux de 'Ribeira dos Picos' et 'Ribeira dos Engenhos', qui ont démarré en 2003, avec le financement de la BAD et de la BADEA.

Praia, le 10 juillet 2009 António Pedro BORGES/Président de l'INGRH

- ° The President of the INGRH / National Director of the project;
- ° The National Coordinator/Economist;
- ° An Economist;
- °Two Hydrology Specialists; One Hydrogeology Specialist;
- ° One Communication Specialist; and
- $^{\circ}$ One Lawyer.

Thereafter, the National workshop on the methodology/approach was organised to discuss and share the methodology for the development of the IWRM Action Plan. Throughout the deliberations, participants discussed several issues, including:

- Water supply / Sanitation and Land use planning;
- ° Agriculture / Forestry and Environment;
- ° Education, Science and Culture;
- ° Industry and Services;
- ° Poverty, employment and gender;
- ° The financing mechanism and the institutional and legal framework.

During the elaboration phase of the IWRM action Plan, several thematic workshops were organised on:

The review of the Regulation on Water resources

- ° The Water Information System (SNIÁGUA);
- ° The funding system and the cost of the sector
- Integrating the gender issue and poverty alleviation in the integrated management of water resources;

Reviewing water quality standards.

The 1st draft of the document was presented at a national workshop held on January 16th 2009 and after integrating the contributions of that last participatory workshop, it was submitted to appropriate quarters for finalisation and printing.

It is hoped that by the end of the year 2009 or soon after it has been submitted to the Government, the IWRM Action Plan Document would be officially adopted disseminated to institutions and partners.

-Perspectives

Once the document is validated, a round table of donors is projected to be organised, with the technical and financial support of UNDP, with a view to mobilising financial resources that will support the implementation of the IWRM Action Plan.

Thus, large investments in the sectors of Energy, Water and Sanitation are components of a Programme that will be supported by the World Bank, the ADB and Japan Cooperation. Regarding water, which is needed to boost agricultural production, national policy is looking towards investments in projects that will mobilize marginal waters and surface waters.

In that respect, the country's authorities are trying to implement a medium and long term programme with the ADB to construct a number of dams, such as the dam in Poilão, which was referred to earlier, (Figure 4), so as to increase both the irrigated area and agricultural production in the context of poverty alleviation.

For that same purpose, several tributary basins have been studied; projects for the development and promotion of two hydrogeological basins, the 'Ribeira dos Picos' and 'Ribeira dos Engenhos' started in 2003, with funds from the ADB and the ABEDA.

Praia, 10th July 2009 António Pedro

⁵ Draft of the integrated water resource management action plan, document presented on the 16th of January 2009. ⁶ See Press Release of 20th March 2007,

on INGRH website

From the Terms of Reference of the IWRM Action plan

Validation Workshop

MALI Agadez Maradi Zinder Dilla Relation Saya NIGER

a Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est la forme de gestion recommandée à l'échelle mondiale pour faire face à la crise inéluctable de l'eau, notamment face, d'une part à la dégradation continue des ressources escomptables, d'autre part aux besoins d'une population en croissance pour son développement socio économique et pour la préservation de l'environnement. L'un des objectifs spécifiques de la vision Mondiale de l'eau adoptée lors du deuxième Forum Mondial de l'Eau tenu à la Haye (Pays Bas) en mars 2000, vise l'implantation de politiques et stratégies pour la GIRE dans au moins 75% des pays en 2005 et l'ensemble des pays en 2015. Cette recommandation sera confortée par la Conférence des Nations Unies sur le Développement de Johannesburg, lors de l'adoption des objectifs du Millénaire Développement (OMD). pour le

A quand le PANGIRE 3

rence ouest africaine sur la GIRE tenue à Ouagadougou du 3 au 5 mars 1998, a engagé les pays de l'Afrique de l'Ouest à opérer une transition vers la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et vers une coopération régionale plus étroite en matière de gestion de l'eau. Cette rencontre inspirée par la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement de Rio de Janeiro, par la réunion de la Commission Développement Durable, par la session spéciale de l'Assemblée Générale sur l'Environnement, a constitué un tournant décisif dans la prise de conscience de l'importance de la gestion durable de l'eau à l'échelle régionale comme nationale. Par la suite les 16 Etats à l'époque (avant le retrait de la Mauritanie) membres de la CEDEAO adopteront un plan d'actions régional pour la gestion Intégrée des ressources en Eau en Afrique de l'Ouest (Décision A/DEC.12/12/2000 du 16 décembre 2000), un cadre permanent de coordination et de suivi de la GIRE en Afrique (Décision/DEC/5/12/2001) et une résolution invitant chacun des pays membres à

Concernant notre sous région, la confé-

élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions GIRE.

Le Niger fait figure de pionnier dans ce processus. Il a adhéré à l'instar des autres pays aux principes de la GIRE et a notamment actualisé les instruments de sa politique de l'eau, engagé un processus d'expérimentation de la GIRE dès 1999 dans le Liptako, une des sept (7) Unités de Gestion de l'Eau (UGE) à l'échelle nationale

Créé en mars 2005, le Partenariat National de l'Eau du Niger (PNE – NIGER) est engagé dans le processus d'élaboration du Plan d'Actions pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Niger (PAN-GIRE). Plusieurs Partenaires Techniques et Financiers se sont également engagés à soutenir ce processus au Niger. Ainsi le Niger a obtenu, par un Accord signé le 7 septembre 2007, un Don de la Banque Africaine de Développement (BAD), d'un montant de six cent soixante mille sept cent soixante quinze (660 775) euros, destiné à l'élaboration du PANGIRE.

Depuis lors, la mise en œuvre de cet accord avait connu un long blocage lié à l'ouverture du compte spécial en devises prévu à cet effet dans l'Accord pour rece-

PANGIRE NIGER: Awaiting the IWRM Plan

The Integrated Water Resources Management (IWRM) is the form of management recommended on a worldwide scale to deal with the inescapable water crisis, in particular, on the one hand with the continuous degradation of the expected resources, and on the other hand with the needs of growing population for its socio-economic development and for the preservation of the environment. One of the specific objectives of the World vision on water adopted during the second World Water Forum held in The Hague (the Netherlands) in March 2000 aims at the establishment of IWRM policies and strategies in the countries. This recommendation will be consolidated by Summit on Development of Johannesburg in 2002 with clarification that at least 75% of the countries by have developed by 2005 and all the countries by 2015. Concerning our sub-region, the West African conference on IWRM held in Ouagadougou from March 3 to 5, 1998 urged the West African countries to operate a transition towards Integrated Water Resources Management and towards a closer regional





voir les fonds au Niger. Cela avait fait peser des menaces réelles sur la validité de cet Accord dont la période totale de mise en œuvre devait échoir à la fin de l'année 2009. Par ailleurs, le Partenariat Ouest Africain de l'Eau, après s'être un moment engagé dans le financement global du PANGIRE, a inscrit dans ses budgets 2008 et 2009 des appuis

pour l'élaboration du PANGIRE qui sont restés également difficiles à mobiliser à cause de la situation de blocage du processus. D'autres Partenaires du Niger comme le Royaume de Danemark s'inscrivent dans la logique de soutenir la mise en œuvre de la GIRE en considérant le PANGIRE comme un acquis. A un moment où plusieurs pays de la sous région dont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, le Mali et le Sénégal ont leur PAGIRE adoptés par les gouvernements pour certains, l'on est en droit de se poser la question de savoir à quand le PANGIRE.

Par Abdou Hassane Secrétaire Permanent du PNE – NIGER

co-operation as regards water management. This meeting inspired by the United Nations Conference on Environment and Development in Rio de Janeiro, by the meeting of the Commission on Sustainable Development, and by the special session of the General Assembly on Environment, constituted a crucial moment in raising the awareness both at regional and national levels on the importance of the sustainable management of water. Thereafter, the 16 States at the time (before the withdrawal of Mauritania) members of ECOWAS adopted a regional action plan for Integrated water resources management in West Africa (Decision A/DEC.12/12/2000 of December 16, 2000), established a permanent framework of coordination and monitoring of **IWRM** West inAfrica (Decision/DEC/12/5/2001) and released a resolution inviting each Member State to develop and implement an IWRM action plan. Niger appears to be a pioneer in this process. Much like the other countries, it adhered to the principles of IWRM and in particular updated the instruments of its water policy, engaged an IWRM experimentation process since 1999 in the Liptako region, one of the seven (7) Water Management Units (WMU) at national level.

Created in March 2005, the Country Water Partnership of Niger (CWP - NIGER) is engaged in the development process of the Integrated Water resources Management Action plan for Niger (PANGIRE). Several Technical and Financial Partners also committed themselves to support this process in Niger. Thus Niger obtained, by an Agreement signed on September 7, 2007, a grant of the African Water Facility through the African Development Bank (ADB), an amount of six hundred and sixty thousand seven hundred and seventy five (660, 775) Euros meant for the development of the PANGIRE.

Since then, the implementation of this agreement experienced a blocking related to the opening of the separate account in currencies provided to this effect in the Agreement to receive the funds in Niger. There were real threats on the validity of this Agreement which total period of implementation was to expire at the end of the year 2009.

Furthermore, the Global Water Partnership West Africa had committed to fund the elaboration process of the IWRM Plan but turned up in 2008 and 2009 just some funds to support the development of the PANGIRE. There are even difficulties to mobilize this funding. Other Partners of Niger such as the Kingdom of Denmark are in the logic of supporting the implementation of IWRM, considering the PANGIRE as an achievement. Since several countries of the sub-region including Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Mali and Senegal have had their IWRM Plans adopted by their governments for some countries, one may rightfully wonder when will the PANGIRE be a reality.

By Abdou Hassane Permanent Secretary of CWP- NIGER

Système Africain de Documentation et d'Information sur l'Eau Bilan de la phase pilote (2009) et lancement de la phase expansion (2010)

- Kabou Kambou/Kadio (CREPA)
- Natacha Jacquin (OIEau)
- Denis Desille (pS-Eau)

eux ans après son lancement, les membres du réseau SADIEau se sont retrouvés pour un atelier - bilan de la phase pilote et le lancement de la phase d'expansion du projet. Cet atelier s'est déroulé à Mbodiene, au Sénégal, du 18 au 20 janvier 2010. Il a permis de tirer les enseignements des activités passées, de définir un plan d'actions pour les 6 prochains mois, et de renforcer les capacités des membres du réseau sur les outils de gestion de l'information.

Démarrée en mars 2009, la phase pilote, d'une durée de 6 mois, a permis de tester avec 13 organisations africaines réparties dans neuf pays, le système SADIEau : alimentation du portail internet et mise en place d'un réseau collaboratif.

Grâce aux contributions des partenaires SADIEau, le portail comptabilise aujourd'hui plus de 100 actualités, 200 sites Internet et plus de 500 notices

bibliographiques dans la base de connaissances. Depuis avril 2009, près de 60 000 visiteurs ont surfé sur SADIEau, un an après son ouverture. Outre ces premiers résultats encourageants, l'atelier de Mbodiène a également permis de souligner plusieurs faiblesses telles que l'animation du réseau et l'élaboration de produits communs.

Cependant, les partenaires soulignent que SADIEau est un projet très motivant par la mise en réseau, le fait d'être une famille, le travail dans d'autres langues, le fait de savoir que l'information mise sur le portail sera consultée par des milliers d'internautes, le plaisir de partager l'information et d'en recevoir, le travail d'équipes.

Parmi les options de collaboration qui ont été définies pour les prochains mois, on peut citer : la réalisation et la diffusion de dossiers mensuels thématiques, la poursuite du référencement de l'information sur le portail SADIEau, l'optimisation du moteur de recherche et une meilleure ergonomie du site.

Une feuille de route a été établie pour les 6 mois à venir avec les partenaires, la finalité de SADIEau étant de devenir une

SADIEau est un réseau d'acteurs qui:

- échangent sur leurs pratiques et connaissances ;
- partagent leur information vie un portail Internet commun information;
- Et qui vise à fédérer le plus grand nombre.

plateforme qui fédère les acteurs ayant de

African Water Information and Documentation System Results from the pilot phase (2009) and launching of the expansion phase (2010)

wo years after its launch, the AWIS network members gathered for a workshop to review progress and induct new membersDuring the workshop, (held in Mbodiene, Senegal, from 18 to 20 January 2010), lessons from the pilot phase were reviewed and influenced the launch of the expansion phase of the project. An action plan covering the next six months was agreed. Network members were also trained in the use of information management tools during the workshop.

in the pilot phase lasting six months was inaugurated in March 2009. Thirteen organizations drawn from nine African countries participated in the launch of the AWIS system. The pilot involved the development of a web portal which the launch network members maintained and populated with useful information resources. With AWIS partners' con-

tributions, the portal today has over 100 news items, 200 web links and over 500 bibliographic references in the knowledge base. In the year since April 2009, nearly 60 000 visitors have visited AWIS. In addition to these encouraging results, the workshop in Mbodiène also highlighted several weaknesses to do with the networking process and the development of common products.

Partners recognized that the AWIS is a challenging one but also acknowledge that through effective networking and a team approach, it is possible to develop a resource which will facilitate knowledge sharing for thousands of internet users. Plans for the coming months include the production and dissemination of statistics to highlight both use and new resources, further referencing of information on the AWIS portal, and optimization of the search engine to improve the usability of the site.

AWIS is a network of actors who:

- share their knowledge and practices;
- share their information via a common Internet portal;

AWIS network partners used the workshop to define a roadmap for the next six months to consolidate AWIS as a platform of stakeholders with information on water. Their aspiration is to:

Share publications (policy documents, toolkits, case studies, etc...), new of on-going projects, news of events, capcity development opportunities (training), opportunities for career development (job openings), as well as commercial opportunities (tenders);

A LA DÉCOUVERTE DE... LEARNING A BORD... - Elaborer les dossiers du mois sur la base des informations fournies par les partenaires, pour l'année 2010 et les diffuser largement; les thèmes ont été définis lors de l'atelier par les participants; - Alimenter le portail (actualités, Liens, bases de connaissances) et participer au forum (lieu d'expression "informelle" et

enjeux);
Créer une liste de diffusion commune à SADIEau (chaque partenaire alimente cette liste de diffusion) pour disséminer le dossier mensuel aux acteurs africains.

d'identification de nouveaux besoins et

Les prochaines étapes de SADIEau consisteront à pérenniser le portail et le réseau dans le cadre d'un nouveau projet de 3 ans, à partir de 2011.

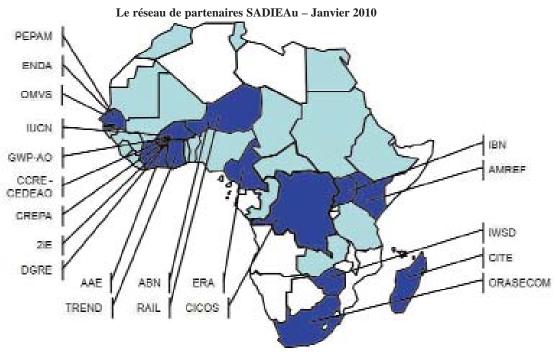
SADIEau, en période de croisière pourra être envisagé comme un relais de la communauté africaine de l'eau pour assurer des activités de plaidoyer auprès des instances du secteur.



l'information sur l'eau et un relais pour toucher le plus grand nombre sur le continent :

Communiquer sur nos publications (documents stratégiques, boîtes à outils, études de cas, etc.), nos projets en cours, notre

actualité (évènements), nos offres de services (formation), les opportunités d'évolution professionnelle (offres d'emploi), les recherches de collaboration (appels d'offres);



The AWIS Network of Partners - January 2010

- publish monthly statistics on the basis of themes agreed during the workshop and new information resources provided by partners during 2010 while ensuring these are widely disseminated;
- Continue to grow the portal (news, links, knowledge bases) and participate in the
- web forums set up to facilitate feedback;

 Create an AWIS mailing list (each partner feeds the mailing list) to disseminate the monthly updates to African actors. The next steps will be to sustain the AWIS portal and the network as part of a new 3-year project from 2011.

Thus, it is hoped that AWIS will ink the African water community to further facilitate advocacy among sector bodies.

Below is a map depicting the AWIS network of partners.

PUBLICATIONS



0

PARTENARIATS NATIONAUX DE L'EAU (PNE) DE L'AFRIQUE DE **L'OUEST**

1. PNE /CWP BURKINA

01 BP 1169 Ouagadougou 01

Président (Chair): Dieudonné NIKIEMA

Tel: +226 50 36 38 28 Tel: +226 70 21 26 16 Email: d.nikiema@yahoo.fr

Secrétaire Permanent (Permanent Secretary) :

OUEDRAOGO Relwendé Marc

Tel: +226 70 16 35 00 Email: rellymarc@yahoo.fr

2. PNE /CWP BENIN

01 BP 4392 Cotonou, Bénin

Président (Chair) : Pr. Abel Afouda

Email: afoudabel@yahoo.fr Email: aafoudab@yahoo.fr Tel: +229 90 94 20 33 (mobile) Tel: +229 21 36 11 35 (office)

Secrétaire Exécutif (Executive Secretary) :

Armand HOUANYE

Tel: +229 21 31 10 93 Tel (Mobile): +229 95 06 80 28 Email: armurho@yahoo.fr Email: pnebenin@netcourrier.com

3. PNE /CWP CAP VERDE

67-C, Fazenda, Praia, CAP VERT Président (Chair) : Mr. Mario Moniz

Tel (Mobile): +238 991 6910 Tel (Bur): +238 261 7843 Fax: +238 261 7845

Email: mmmrrrvvv@hotmail.com Email: pna caboverde@yahoo.com Email: pna caboverde1@yahoo.com

4. PNE /CWP COTE D'IVOIRE

05 BP 1910 Abidjan, 05

Président (Chair) : N'DRI KOFFI Tel (Mobile): +225 07 90 92 02 Email: koffindri@ymail.com

Secrétaire Exécutif (Executive Secretary) :

Mr François Kouadio KONAN Tel (Mobile): +225 0921 3634 Email: habiet777@yahoo.fr

5. PNE /CWP GHANA

P.O.BOX CT 1876 Cantonments, Accra Président (Chair) : Nii Boi AYIBOTELE

Tel: 00233-021-761007 Cell Phone: 00233-0244-325080 Email: ayibotele@ghana.com Email: gwpghana@yahoo.com

Secrétaire Exécutif (Executive Secretary): Mr. James Kwame Manso Anyanful

Tel: +233 21775135 5 (office) Tel: +233 21303861 (house)

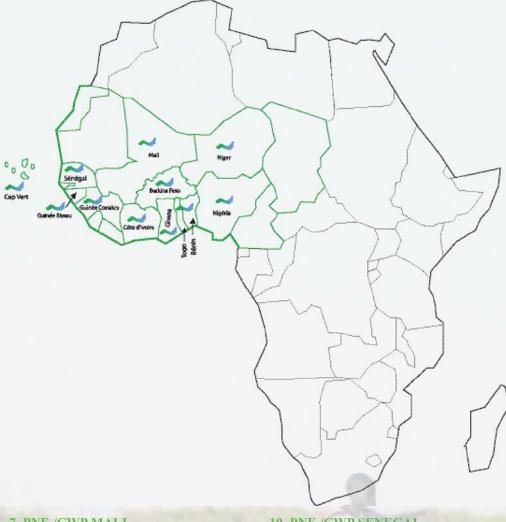
6. PNE /CWP GUINEA CONAKRY

Président (Chair): Mr Ibrahima Yomba KANDE

Tel: +224 60 21 88 52 Email: yombakande@yahoo.fr Email: pnegui08@yahoo.fr

Secrétaire Exécutif (Executive Secretary) : El Hadj Mamadou Aliou DIALLO

Tel: +224 60 84 44 44 Tel: +224 65 60 85 48 Email: elmado@vahoo.fr Email: pnegui08@yahoo.fr



7. PNE /CWP MALI

S/C CREPA MALI, rue 152 porte 65

Korofina Nord

BP 4344 Bamako, Mali

Président (Chair): Maiga Housseini

Tel: +223 6 6672 28 48

Email: housseiniamaiga@hotmail.com

Secrétaire Permanent (Permanent Secretary):

Bourama TRAORE

Tel: +223 224 69 41

Tel (Mobile): +223 6679 18 66

Email: pnemali@afribone.net.ml Email: giremali@afribonemali.net Email: bourama50@yahoo.fr

8. PNE /CWP NIGER

S/C CREPA NIGER

B.P. 2149 Niamey, NIGER

Président (Chair): Dr. Yahaya TOUNKARA

Tel (Mobile): +227 93 815 629 Email: sppneniger@yahoo.fr

Secrétaire permanent (Permanent Secretary) : Abdou HASSANE

Tel: +227 93 93 65 06 (Portable) Tel: +227 21 76 39 01 (Bureau) Email: sppneniger@yahoo.fr

9. PNE /CWP NIGERIA

Hikyb Trustfund kilometer 6, Potiskum Road P.O.BOX 479 Damaturu, NIGERIA Chair (Président): Dr. Hassan BDLIYA

Tel: +234 803 4084937 Email: hansliya@hotmail.com Email: kybtrustfund@yahoo.com

10. PNE /CWP SENEGAL

Route du Front de Terre BP 400 Dakar Président (Chair): Oumar DIALLO Tel (Mobile): +221 77 569 8629

Email: odiallo@sones.sn Email: belaldiallo@vahoo.fr

Secrétaire Exécutif (Executive Secretary) :

Ibrahima MBODJI Tel: +221 842 70 56

Tel (Mobile): +221 551 65 30

Fax: +221 842 70 56 Email: mbodjiskm@yahoo.fr

11. PNE /CWP TOGO

121, Bretelle DE KLIKAME BP 3689, Lomé, TOGO

Président (Chair): Abdoulaye TRAORE-ZAKARI

Tel: +228 222 94 22/+228 220 15 60 Tel (Mobile): +228 904 01 37

Email: layezt@yahoo.fr Email: pnetogo@yahoo.fr

Secrétaire Exécutif Intérimaire (Acting **Executive Secretary): Hatimi TCHABORE**

Tél: +228 90 07 821

Email: hatchabore@gmail.com

12. PNE /CWP GUINE BISSAU

Secrétaire Exécutif: M. Dos SANTOS

Tel: +245 720 0835

Email: crepagb@yahoo.com.br



